

## Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
(DAO N° LRPS-BRD-2024-9192648  
RELATIF AUX TRAVAUX DE RENOVATION INTERIEURE  
DE L'IMMEUBLE ULTIMATE TOWER**

**Septembre 2024**

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PREMIÈRE PARTIE : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES DEMANDE DE PROPOSITION**

1. INSTRUCTIONS AUX SOUSMISSIONNAIRES (IS).....	7
A. GENERALITES	7
LE MAITRE D'OUVRAGE EST « L'UNICEF ». ....	7
B. LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	11
C. PREPARATION DES OFFRES .....	13
D. DEPOT DES OFFRES.....	17
E. OUVERTURE ET EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES .....	18
F. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	21
G. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	23
2. DONNÉES PARTICULIÈRES DE L'APPEL D'OFFRES (DPAO).....	24
SECTION II. CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION .....	30
SECTION III. FORMULAIRES DE SOUMISSION.....	34

### **DEUXIEME PARTIE : EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX.....**

CHAPITRE I. PRESENTATION DES TRAVAUX DE RENOVATIONS A EXECUTER.....	57
CHAPITRE II. ORIGINE, QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX.....	57
CHAPITRE III. PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	66
III.1 AU DEMARRAGE DU CHANTIER.....	66
III.2 EN COURS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	66
III.3 A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....	67
IV.DIVERS	68
0.00 INSTALLATION DE CHANTIER.....	68
0.01 INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER.....	68

### **PARTIE V - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES.....**

1.00. TERRASSEMENTS. NA.....	69
2.00. FONDATIONS. NA .....	69
3.00 PRODUCTION CONTRE L'HUMIDITE. NA .....	69
4.00 PAVEMENT : CARREAUX DE SOL .....	69
5.00 MAÇONNERIE. NA.....	69
6.00 REVETEMENT	69
6.01 ENDUIT DE CIMENT TALOCHE FIN.....	69
6.02. REVETEMENT EN CARREAUX DE FAÏENCE. ....	70
7.00 COUVERTURE ET ETANCHEITE DES TOITURES.....	71

AU M<sup>2</sup> 71

LA COUVERTURE DE LA GUERITE DE SECURITE SERA FAITE AVEC UNE CHARPENTE METALLIQUES TUBE 40X40X1.5 LA COUVERTURE EN TOLES ONDULEES GALVANISES BG 28 TEINTE CHOCOLATE. LA CHARPENTE SERA CAHCEE PAR DES ALU BOND DE MEME COULEUR QUE CEUX UTILISES POUR L'IMMEUBLE PRINCIPALE 71

8.00 FAUX PLAFOND EN PLAQUES DE PLATRES 60X60 RECOUVERT DE VINYLE DE CHINE 71

<b>9.00 HUISSERIE ET MENUISERIE.....</b>	<b>71</b>
<b>10.00 PEINTURE</b>	<b>71</b>
10.01 PEINTURE SUR FAUX PLAFONDS .....	71
10.02 PEINTURE ACRYLIQUE SUR LES MURS INTERIEURS DES .....	72
11.00 SANITAIRE - PLOMBERIE. ....	72
12. AMENAGEMENT DES PARKINGS .....	76
13. PORTAILS D'ACCES ET BARRES DE SECURITES .....	76
14. ESCALIER DE SECOURS METALLIQUE .....	77
<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES OU « LE MARCHE » .....</b>	<b>79</b>
<b>SECTION VI. MODELES DE FORMULAIRES DE GARANTIE .....</b>	<b>103</b>

## **PREMIÈRE PARTIE : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES**

## **DEMANDE DE PROPOSITION**

**LRPS-BRD-2024-9192648**

du 03/09/2024

L'UNICEF promeut les droits et le bien-être de chaque enfant, dans toutes ses actions. Avec les partenaires, l'UNICEF travaille dans 190 pays et territoires, traduisant cet engagement en actions concrètes au profit de tous les enfants, en concentrant des efforts particuliers pour atteindre ceux les plus vulnérables et exclus partout de leurs sociétés respectives.

Dans cet objectif, Le Fonds des Nations Unies (UNICEF) au BURUNDI lance un Appel à Propositions en vue de sélectionner des entreprises du secteur du bâtiment et travaux publics compétentes et qualifiées pour les travaux **de réhabilitation de l'intérieur de l'immeuble Ultimate Tower**

Les documents qui suivent permettront aux entreprises intéressées de bien préparer leurs propositions :

- i. Instructions aux Soumissionnaires : (Section I)
- ii. Mission – Termes de Référence : (Section II)
- iii. Annexes – modèles de Formulaire, : (Section III)
- iv. Annexe A – Clauses et Conditions générales de l'UNICEF (**en anglais**) : (section IV)

La référence **LRPS-BRD-2024-9192648** doit impérativement figurer sur le titre de la correspondance contenant l'offre à déposer à l'adresse ci-dessous :

- UNICEF Burundi
- Ultimate Tower
- Roher 01, Avenue Pierre Ngendandumwe

Avec la mention : A l'Attention de la Section des Approvisionnements et Logistique

La date limite de dépôt des offres est fixée au mercredi **18 septembre 2024 à 14 heures locales**.

Les offres reçues après la date et l'heure stipulées seront invalidées. L'ouverture des offres techniques ne sera pas publique. Celle-ci se fera en interne de UNICEF avec un comité mis en place à cet effet.

**Une visite guidée des lieux suivi d'une réunion de clarification sera organisée à l'attention des soumissionnaires potentiels le lundi 09 septembre 2024 à partir de 10:00 (heure de Bujumbura).**

Les questions ou demandes d'informations complémentaires peuvent être adressées à [burundi\\_supply@unicef.org](mailto:burundi_supply@unicef.org) avec copie à [fk wizera@unicef.org](mailto:fk wizera@unicef.org) et [mokou@unicef.org](mailto:mokou@unicef.org). Tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report des soumissions.

La demande de Propositions et les annexes y afférentes peuvent être consultes via le lien UNGM : <https://www.ungm.org/Public/Notice/245585>

**La date limite de demande d'éclaircissements est fixée au 10 Septembre 2024.**

**CETTE DEMANDE DE PROPOSITION A ETE :**

Approuvée par : *Ousmane Baba Djitaye*

04-09-2024

Supply & Logistics Specialist

**IMPORTANT – INFORMATION ESSENTIELLE**

Il est important de lire attentivement toutes les dispositions de la Demande de Propositions, pour assurer la meilleure compréhension des conditions requises par l'UNICEF et pouvoir présenter une proposition conforme et la compléter avec **TOUTES LES PIÈCES DEMANDÉES**. Notez qu'à défaut d'être en conformité, la proposition soumise pourra être invalidée.

Le Soussigné, ayant lu les Conditions Générales de la Demande de Propositions numéro **LRPS-BRD-2024-9192648**. Énoncées dans le document ci-joint, propose d'exécuter les services dans les Termes et Conditions énoncés dans le document.

Signature et cachet : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom et Titre : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse Postale : \_\_\_\_\_

Tel/Cell Nos : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

**Validité de la Proposition** : 3 (trois) mois à partir du dépôt de la Proposition au bureau de l'UNICEF, Bujumbura.

**Devise de la Proposition** : les offres seront en dollars américain (USD)

Veuillez préciser après avoir pris connaissance des Termes de Paiement de l'UNICEF énoncés dans ce document, quelle est la remise proposée en fonction du délai de paiement :

Paiement à 10 jours : \_\_\_\_\_%, 15 jours : \_\_\_\_\_%, à 20 jours : \_\_\_\_\_%, à 30 jours : \_\_\_\_\_%

## 1. Instructions aux Soumissionnaires (IS)

### Généralités

- 1.1 Maître de l'ouvrage** Maître d'Ouvrage est « L'UNICEF ».
- 1.2 Objet de la Demande de Proposition des travaux** Cette Demande de Proposition des Travaux (DDPT) a pour but d'identifier une entreprise qualifiée pour exécuter les travaux tels que décrits dans les termes de références.
- 1.3 Standards de réalisation** La réalisation de ces travaux devra être en accord avec les normes de construction universelle et les réglementations locale applicable en république du Burundi.
- 1.4 Demande d'information complémentaire** Toutes les demandes de clarifications ou d'informations concernant cette Demande de Propositions devront être adressées par écrit à : [burundi\\_supply@unicef.org](mailto:burundi_supply@unicef.org) avec copie à [fkwizera@unicef.org](mailto:fkwizera@unicef.org) et [mokou@unicef.org](mailto:mokou@unicef.org) pour les questions techniques.
- Les réponses aux demandes écrites seront envoyées par écrit à toutes les entreprises qui auront retiré cette DDPT, sans toutefois identifier l'origine de la demande.
- 1.5 Questions à envoyer à l'UNICEF** Les demandes de clarification ou d'information sont à envoyer au plus tard **le 10 septembre 2024**. Tous les commentaires et observations adressés à l'attention de l'UNICEF ainsi que les réponses de l'UNICEF devront apparaître dans les documents de soumission.
- 1.6 Visite des sites** Les soumissionnaires sont invités à visiter obligatoirement le site des travaux et ses environs pour avoir une parfaite connaissance de l'état des lieux et de la nature des travaux à réaliser.  
**A cet effet, une visite guidée est prévue lundi 09 septembre 2024 à 10h00 au Bureau UNCEF, Avenue Ngendandumwe, immeuble Ultimate Tower.**
- La visite guidée des sites est obligatoire et éliminatoire. Une attestation de visite signée par l'autorité compétente devra faire partie du dossier pour la validation de l'offre.**  
**La visite des sites devra relever tous les commentaires et observations à l'attention de l'UNICEF et devront être inclus dans les documents de soumission.**
- 1.7 Format de réponse** Le soumissionnaire doit donner assez d'informations pour chaque section de cette DDPT afin que l'équipe d'évaluation de l'UNICEF puisse faire une évaluation correcte et juste de son entreprise.
- 1.8 Modification à la DDPT** 1.8.1 L'UNICEF peut, à tout moment, avant la date limite de dépôt des offres, et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier la DDPT en publiant un additif.

1.8.2 Tout additif ainsi publié fait partie intégrante de la DDPT et sera communiqué par écrit, à tous les soumissionnaires qui ont reçu la DDPT. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs par écrit.

1.8.3 Pour donner aux soumissionnaires le temps nécessaire à la prise en considération de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'UNICEF a la faculté de reporter la date limite de dépôt des offres.

## 1.9 Soumission des Propositions

### 1.9.1 Présentations des propositions

Les Soumissionnaires devront envoyer leurs propositions en DEUX (02) exemplaires dont un original portant la mention ORIGINAL et une (01) copie dans une même enveloppe.

La soumission comprendra une proposition technique et une proposition financière dans deux enveloppes distinctes et fermées clairement indiquées comme telles, assemblées dans une plus grande enveloppe, externe scellée.

**Les deux enveloppes internes seront libellées comme suit :**

**1. LRPS-BRD-2024-9192648 : Proposition Technique**

**2. LRPS-BRD-2024-9192648 : Proposition Financière**

Le soumissionnaire mettra dans l'enveloppe de l'offre financière, une clé USB contenant le fichier Excel de la proposition.

**N.B. - Il est impératif d'exclure toute proposition financière dans la proposition Technique. Le manquement est une raison d'exclusion.**

Les enveloppes internes devront aussi indiquer le nom et l'adresse du Soumissionnaire et la référence de l'appel d'offres. La seule mention de l'enveloppe externe devra être « **LRPS-BRD-2024-9192648 - Travaux de de réhabilitation de l'intérieur de l'Immeuble Ultimate Tower** »

L'enveloppe de l'offre financière sera reproduite sur fichier Excel avec la colonne prix unitaire protégée et non-modifiable.

En cas de non-respect de cette instruction, l'UNICEF ne pourra en aucun cas être tenu responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.

### 1.9.2. Date limite de remise des offres

Les offres devront être déposées au plus tard **le 18 septembre 2024 à 14h00 heures locales ;**

Toutes offres reçues après la date et l'heure indiquées ne seront pas considérées ;  
Aucune offre ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des offres.

Les offres devront être déposées dans la boîte des DDPT à la réception des Bureaux UNICEF sis à :

UNICEF Burundi

Ultamate Tower

Roher 01, Avenue Pierre Ngendandumwe

Avec la mention : A l'Attention de la Section des Approvisionnements



### 1.9.3 Modifications des offres

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leurs offres après notification écrite reçue par le chef de la section des approvisionnements de l'P et avant l'ouverture des plis ;

L'enveloppe de « retrait/modification » devra indiquer le numéro du DDPT ;

L'enveloppe devra aussi indiquer la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT ».

- |   |   |
|---|---|
| <b>1.10. Validité de la Proposition</b>             | Les offres sont valables pendant une période de quatre-vingt-dix jours ( <b>90 jours</b> ) à compter de la date limite de remise des offres.  |
| <b>1.11. Devise de la proposition</b>               | L'offre du marché sera présentée en dollars   |
| <b>1.12. Ouverture des offres</b>                   | <p>Les offres techniques seront ouvertes et évaluées d'abord avant l'ouverture des enveloppes financières. Toute offre technique non-qualifiée entraîne d'une part la disqualification du soumissionnaire et d'autre part la non-ouverture de son Offre Financière.</p> <p>La séance d'ouverture des offres financières des soumissions techniquement qualifiées se fera en présence des soumissionnaires qui le souhaitent.</p>  |
| <b>1.13. Eclaircissements à apporter aux offres</b> | <p>Un soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur les documents peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage, par courrier ou courrier électronique, envoyée à l'adresse du Maître d'Ouvrage, telle qu'indiquée dans les DPAO.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage répondra incessamment par courrier électronique à toute demande d'éclaircissements relatifs au Dossier d'Appel d'Offres, qu'il aura reçu. Une copie de la réponse au Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur, sera adressée à tous les soumissionnaires qui se seront inscrits sur la liste de présence lors de la visite des sites et de la réunion d'information.</p>   |
| <b>1.14. Références</b>                             | Les Soumissionnaires donneront le nom et les coordonnées d'au moins trois (3) clients auxquels ils auront fourni le même type de travaux dans les cinq dernières années. L'UNICEF se réserve le droit de contacter ces clients, sans en informer les Soumissionnaires (Annexe 3).   |
| <b>1.15. Droits de l'UNICEF</b>                     | <p>L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, telle qu'elle soit. L'UNICEF se réserve le droit d'annuler la procédure de Demande de Proposition et d'écarter toutes les offres, à un moment quelconque avant l'attribution des marchés, sans encourir de responsabilité quelconque vis-à-vis du ou des soumissionnaires concernés et sans être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision.</p> <p>L'UNICEF se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires dans les limites autorisées par ses règles en matière d'achat et du Budget disponible. L'UNICEF ne pourra pas être tenu responsable des dépenses que les soumissionnaires auront engagées pour préparer leurs soumissions ou pour visiter les sites.</p> |
| <b>1.16. Propriété de l'UNICEF</b>                  | Cette DDPT, les demandes d'informations supplémentaires ainsi que les réponses et les Offres envoyées sont considérées comme la propriété de l'UNICEF. Tout le matériel soumis en réponses à cette DDPT restera à l'UNICEF.   |

- 1.17. Langue de la Proposition** Le Français est la seule langue acceptée pour cette Demande de Proposition.
- 2. Portée de la soumission**
- i. L'Autorité contractante : UNICEF ci-après dénommé le « Maître d'Ouvrage », lance un appel d'offres pour les travaux de construction décrits dans le Dossier d'Appel d'offres et brièvement définis dans les DPAO. Il y est fait ci-après référence sous le terme « les Travaux ».
  - ii. Le soumissionnaire retenu ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans les DPAO, à compter de la date de notification de l'entrée en vigueur du Marché.
  - iii. Dans le présent dossier d'appel d'offres, les termes « soumission » et « offre » et leurs dérivés sont synonymes, et le terme « jour » désigne un jour calendaire.
- 3. Origine des fonds**
- i. Sauf indication contraire dans les DPAO, les paiements prévus au titre du marché pour lequel le présent appel d'offres est lancé, sont imputables aux fonds octroyés par l'UNICEF.
- 4. Soumissionnaires admis à concourir**
- i. L'Appel d'Offres publié par le Maître d'Ouvrage : < UNICEF >, s'adresse à toutes les entreprises telles que précisées dans les DPAO et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés publics du Burundi et sous réserve des dispositions suivantes :
    - (a) Les soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés ou avoir été associés dans le passé, à une entreprise (ou aux affiliés d'une entreprise) qui a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent Appel d'Offres.
    - (b) Le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion pour corruption ou de manœuvres frauduleuses prise en vertu des dispositions de la Clause 41 des IS.
  - ii. Les soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que le Maître d'Ouvrage peut raisonnablement demander établissant à la satisfaction du Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvrage qu'ils continuent d'être admis à concourir.
- 5. Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés**
- (a) Les lieux de provenance des matériaux, des matériels de l'Entrepreneur, des fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent être précisés par le soumissionnaire et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.
  - (b) Aux fins de la Clause 5.1 ci-dessus, le terme « provenance » désigne le lieu où les biens sont extraits, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

- 6. Une offre du soumissionnaire** Le soumissionnaire supporte tous les frais liés à la préparation et à la remise de sa soumission, et le Maître d'Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les payer, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.
- 7. Visite des sites des travaux**
- (a) Le soumissionnaire est tenu de visiter et d'inspecter les sites des travaux et leurs environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite des sites sont à la charge du soumissionnaire. Les attestations de visite des lieux sont obligatoires et éliminatoires en cas d'absence.
  - (b) Le Maître d'Ouvrage organisera une visite des sites des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres.

## LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**B.1. CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES** Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de l'Appel d'Offres et stipule les conditions du marché. Le dossier comprend les documents énumérés et doit être interprété, le cas échéant, avec les additifs publiés conformément à la Clause 12 des IS. Le contenu du présent marché :

- **Réhabilitation de toutes les parties des murs colonnes et poutres endommagées pendant la démolition des anciennes cloisons,**
- **Remplacement de tous les carreaux cassés par des carreaux de même qualité et de même couleur,**
- **Vérification, Révision et Réhabilitation et du système de plomberies plomberie sanitaire y compris le réseau d'évacuation des eaux usées et vannes,**
- **Réhabilitation du plafond en plaque gypseum 60x60cm reposant dans des cornières en aluminium préassemblées,**
- **Construction de guérite de sécurité,**
- **Traçage des limites du parking**

**B.2. CARACTÉRISTIQUES DES CCCCTP** Les CCTP sont rédigés en accord avec les documents techniques suivants :

Les cahiers des charges, règles de calcul et Documents Techniques Unifiés (DTU) établis par le CSTB (France) ;

Les règles élémentaires de construction, ASECO, Ministère des Travaux Publics de l'Énergie et des Mines (Burundi), juin 1986.

Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;

Les prescriptions du REEF et du CSTB ;

Les normes françaises de l'AFNOR ;

Le Code du Travail et toutes ses annexes ;

Les prescriptions des fabricants ;

Les règlements de sécurité et administratifs particuliers ;

Les recommandations professionnelles propres à chaque corps d'état.

## **PREMIÈRE PARTIE : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES**

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Section I : Règlement particulier de l'Appel d'offres (RPAO)

Instructions aux soumissionnaires (IS)

Données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)

Section II : Critères d'Évaluation et de Qualification (CEQ)

Section III : Formulaires de soumission

Modèle de soumission

Modèle de garantie de soumission

Bordereau des prix unitaires (BPU)

Devis Quantitatif/Estimatif (DQE)

Autres formulaires de soumission

## **DEUXIÈME PARTIE : EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX**

### **SECTION IV : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX OU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## **TROISIEME PARTIE : SPECIFICATION TECHNIQUES DETAILLES**

## **QUATRIEME PARTIE : LE MARCHÉ**

Section V : Cahier des Clauses Administratives Particulières « le Marché »

Section VI : Modèle de formulaires de garantie

Modèle de garantie de bonne exécution

Modèle de garantie de restitution d'avance forfaitaire

Le soumissionnaire devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenus dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il est responsable de la qualité des renseignements demandés par le Dossier d'Appel d'Offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards, aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

### **8. Additifs au Dossier d'Appel d'Offres**

i. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de dépôt des offres, et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

ii. Tout additif ainsi publié fait partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à la Clause 10 des IS et sera communiqué par courrier ou courrier électronique à tous les soumissionnaires qui auront retiré le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par courrier ou courrier électronique.

iv. Pour donner aux soumissionnaires le temps nécessaire à la prise en considération de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître

d'Ouvrage a la faculté de reporter la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de la Clause 23 des IS.

### **Préparation des offres**

- 9. Langue de l'offre**
- i. L'offre ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage, seront rédigés en langue française.
  - ii. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français des passages concernant la soumission, auquel cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

**10. Documents constituant l'offre : Une offre technique et une offre financière**

- i. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis :
  - La soumission et ses annexes ;
  - La garantie de soumission ;
  - Le cadre du bordereau des prix unitaires dûment complété ;
  - Le cadre du détail quantitatif et estimatif dûment complété ;
  - Les offres variantes si elles sont sollicitées ; et
  - Toute autre information ou document devant être rempli ou présenté par les soumissionnaires conformément aux Instructions aux soumissionnaires. Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les documents et modèles correspondants inclus dans les DPAO, sous réserve des modifications apportées auxdits documents et des dispositions de la Clause 18.3 des IS concernant les autres formes possibles de cautionnement provisoire.
- ii. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour le présent Marché, ils doivent indiquer dans la soumission les rabais offerts, le cas échéant.

- 11. Montant de l'offre**
- Sauf indication contraire figurant dans le dossier d'appel d'offres, le Marché couvrira l'ensemble des Travaux décrits dans la Clause 1.2 des IS, sur la base du Bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif chiffré, présentés par le soumissionnaire.

Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et du Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif (DQE). Les postes pour lesquels le soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires ne feront l'objet d'aucun paiement par le Maître d'Ouvrage après exécution et seront supposés être couverts par d'autres prix du Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif (DQE).

Sous réserve de dispositions contraires prévues dans les DPAO et aux Clauses et Conditions du Marché, tous les droits, impôts et taxes payables par l'Entrepreneur au titre du Marché ou à tout autre titre, seront inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le soumissionnaire.

A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les DPAO et le Cahier des Clauses Administratives Particulières, les prix indiqués par le soumissionnaire sont réputés fermes durant l'exécution du Marché. Dans le cas où les prix seraient révisés, le soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires requis permettant une application correcte de la formule de révision de prix. Le Maître d'Ouvrage peut exiger au Soumissionnaire de justifier les paramètres qu'il propose.

- |   |   |
|---|---|
| <b>12. Monnaies de soumission et de règlement</b> | <p>Les soumissionnaires libellent leur offre du marché en Dollars américain (USD)</p> <p>Le soumissionnaire retenu pourra être requis de soumettre une décomposition des prix forfaitaires et un sous détail des prix unitaires conformément à l'Article 5 des Clauses et Conditions du Marché.</p>   |
| <b>13. Validité des offres</b>                    | <p>i. Les offres demeureront valides pendant la durée indiquée dans les DPAO à partir de la date d'ouverture des plis spécifiée à la Clause 22 des IS.</p> <p>ii. Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, le Maître d'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par courrier ou courrier électronique. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre la garantie d'offre. Le soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut pas modifier son offre, mais il doit proroger la durée de validité de la garantie d'offre en conséquence et ce, conformément aux dispositions des IS.</p> <p>iii. Lorsque le Marché ne comporte pas de clause de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, le montant de l'offre du soumissionnaire retenu sera révisé par application de facteurs d'actualisation figurant à la demande de prorogation, pour la période allant de la date dépassant de soixante (60) jours la date limite initiale de validité des offres à la date de notification du Marché au soumissionnaire retenu. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.</p> |
| <b>14. Garantie de soumission</b>                 | <p>i. Le soumissionnaire joindra à son offre une garantie de soumission du montant indiqué dans les DPAO en francs Bu et qui fera partie intégrante de son offre.</p> <p>ii. La garantie de soumission est nécessaire pour protéger le Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvrage contre les risques présentés par une conduite du soumissionnaire qui justifierait la saisie de ladite garantie, en application de la présente Clause.</p> <p>iii. La garantie de soumission sera libellée dans la monnaie de l'offre et se présentera sous la forme d'une garantie bancaire ou lettre de crédit irrévocable émise par une banque agréée par le Maître d'Ouvrage et valable pour une période dépassant de trente (30) jours la période de validité des offres.</p>   |



- iv. Toute offre non accompagnée de la garantie prévue à la présente Clause sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres, en application de la Clause 25 des IS.
- v. Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus seront libérées ou leur seront retournées le plus rapidement possible, et au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité prescrit par le Maître d’Ouvrage, en application de la Clause 13 des IS.
- vi. La garantie de soumission du Soumissionnaire qui aura obtenu le marché sera libéré après la notification définitive du marché, en application de la Clause 30 des IS, et contre remise de la garantie de bonne exécution, prévue par la Clause 35 des IS.
- vii. La garantie de soumission peut être saisie :
  - (a) si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité, excepté dans le cas mentionné à la Clause 21 des IS ;
  - (b) si le soumissionnaire n’accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 26 des IS ; ou
  - (c) Si l’attributaire du marché ne parvient pas, dans les délais fixés :
- viii. à signer le marché conformément à la clause 30 des IS, ou
- ix. à fournir la garantie de bonne exécution requise conformément à la clause 35 des IS.

**15. Propositions  
variantes des  
soumissionnaires**

- i. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d’exécution variables, les DPAO préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l’évaluation du délai d’achèvement proposé par le soumissionnaire à l’intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.
- ii. Excepté dans le cas mentionné à la présente Clause ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d’abord chiffrer la solution de base du Maître d’Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d’Appel d’offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d’Ouvrage aura besoin pour procéder à l’évaluation complète de la variante proposée, y compris
  - Une démonstration des bénéfices de la variante sur la solution de base, avec une justification quantifiée des avantages économiques et/ou techniques ;
  - Les plans et les spécifications de la solution de base qui ne sont pas modifiés par la variante ;
  - Les plans, notes de calcul, spécifications techniques de la variante,
  - Sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et
  - Tous autres détails utiles.

iii. Le Maître d’Ouvrage n’examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l’offre conforme à la solution de base a été évaluée la mieux disante.

iv. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant les DPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées par le Maître d’Ouvrage suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de la Clause 32 des IS.

#### **16. Réunion préparatoire à l’établissement des offres**

i. Le représentant que le soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans les DPAO.

ii. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

iii. Il est demandé au soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par courrier ou courrier électronique, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d’Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard, dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de la clause suivante.

iv. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui auront retiré le dossier d’appel d’offres. Toute modification des documents d’appel d’offres énumérés à la Clause 10 des IS qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de la Clause 24 des IS, et non par le canal du procès-verbal de la réunion préparatoire.

v. Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

#### **17. Forme et signature de l’offre**

i. Le soumissionnaire préparera un original et le nombre de copie de l’offre indiqué dans les DPAO, mentionnant clairement sur les exemplaires « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas. En cas de différence entre eux, l’original fera foi.

ii. L’original et toutes les copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par le soumissionnaire ou par une personne ou des personnes dûment autorisée(s) à engager celui-ci. Toutes les pages de l’offre, sauf les prospectus imprimés, seront paraphées par le ou les signataires.

iii. L’offre ne contiendra aucune mention, interligne, rature ou surcharge qui ne soit paraphé par le ou les signataires de l’offre.



- iv. Le soumissionnaire joindra à son offre une copie sur support informatique (Clef USB). Les modalités de présentation seront précisées dans les DPAO.

### Dépôt des offres

#### 18. Fermeture et marquage des offres

- i. Les soumissionnaires placeront l'original et les copies de leur offre, dont le nombre est précisé dans les DPAO, dans des enveloppes séparées et fermées hermétiquement portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être fermée hermétiquement ne portant pas l'identité du soumissionnaire.
- ii. Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
- être adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le RPAO ;
  - porter le nom du projet, le titre et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres, tels qu'indiqués dans les DPAO ; et
  - porter les mots « NE PAS OUVRIR AVANT LE 18 SEPTEMBRE 2024 » suivis de la mention de la date et de l'heure fixées pour l'ouverture des offres, comme spécifié dans les DPAO.
- iii. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée « hors délai » conformément à la Clause 18 des IS.
- iv. Si l'enveloppe extérieure n'est pas fermée hermétiquement et marquée comme indiqué à la présente Clause ci-dessus, le Maître d'Ouvrage ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou si elle a été ouverte prématurément. Si l'enveloppe extérieure porte l'identité du soumissionnaire, le Maître d'Ouvrage ne pourra garantir que l'offre a été remise anonymement et l'offre sera rejetée.

#### 19. Date et heure limite de dépôt des offres

- i. Les offres doivent être reçues à l'adresse spécifiée à la Clause 19 ci-dessus au plus tard à l'heure et à la date indiquées dans les DPAO.
- ii. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des IS. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

#### 20. Offre hors délai ou identifiée

- i. Toute offre reçue par le Maître d'Ouvrage après l'expiration du délai de dépôt des offres, fixé par le Maître d'Ouvrage en application des dispositions de la Clause 19 ci-dessus, ou portant l'identité du soumissionnaire sur l'enveloppe extérieure, sera écartée et/ou renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.

**21. Modification et retrait des offres**

- i. Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres.
- ii. La notification de modification ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, fermée hermétiquement, marquée et envoyée conformément aux dispositions de la Clause 19 des IS. Les enveloppes extérieures porteront toutefois de plus la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT » selon le cas. Le retrait peut être également notifié par courrier ou courrier électronique, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne dépassera pas la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- iii. Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite du dépôt des offres.
- iv. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le soumissionnaire dans sa soumission. Le retrait de son offre par un soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la garantie d'offre conformément aux dispositions de la Clause 14 des IS.

**Ouverture et évaluation des offres financières****22. Ouverture des offres**

- i. L'ouverture des offres techniques ne sera pas publique.

**23. Caractère confidentiel de la procédure**

- i. Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres, et aux recommandations concernant l'attribution du marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer le Maître d'Ouvrage dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

**24. Eclaircissements apportés aux offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage**

- i. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Maître d'Ouvrage peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre, y compris un sous détail des prix unitaires.
- ii. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par courrier ou courrier électronique, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par le Maître d'Ouvrage lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de la Clause 24 des IS.

- iii. Sous réserve des dispositions de la présente Clause ci-dessus, les soumissionnaires ne contacteront pas le Maître d’Ouvrage pour des questions ayant trait à son offre, entre l’ouverture des offres et l’attribution du marché. Si un soumissionnaire souhaite porter à l’attention du Maître d’Ouvrage des informations complémentaires, il devra le faire par courrier ou courrier électronique.
- iv. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les décisions du Maître d’Ouvrage relatives à l’évaluation et la comparaison des offres ou l’attribution du marché pourra entraîner le rejet de son offre.
- 25. Examen des offres et détermination de leur conformité**
- i. Avant d’effectuer l’évaluation détaillée des offres, le Maître d’Ouvrage vérifiera que chaque offre :
- répond aux critères de qualification tels qu’indiqués à la Clause 4 des IS ;
  - a été dûment signée ;
  - est accompagnée des garanties requises ;
  - est conforme aux conditions fixées dans le Dossier d’Appel d’offres ; et
  - présente toute précision et/ou justification que le Maître d’Ouvrage et Maître d’Ouvrage peut exiger pour déterminer sa conformité, selon les dispositions de la présente Clause ci-dessous.
- ii. De plus, le Soumissionnaire, s’il en est requis, devra fournir tout élément de justification, conformément à la Clause 25 des IS.
- iii. Une offre conforme au Dossier d’Appel d’offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d’Appel d’offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :
- Affecte sensiblement l’étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux;
  - limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d’Appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations de l’Entrepreneur au titre du Marché; ou
  - est telle que sa rectification affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’offres. Le Maître d’Ouvrage déterminera si l’offre est conforme aux dispositions du Dossier d’Appel d’offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- iv. Si une soumission n’est pas conforme administrativement et techniquement, elle sera rejetée par le Maître d’Ouvrage et ne peut être par la suite rendue conforme par la correction ou le retrait subséquent de la divergence ou réserve qui la rendait non conforme.
- 27. Conversion en une seule monnaie**
- i. La seule monnaie de soumission est le USD (Dollar Américain)

## **28. Evaluation et comparaison des offres**

- i. Seules les offres reconnues conformes administrativement et techniquement, selon les dispositions de la Clause 28 des IS, seront évaluées et comparées par le Maître d'Ouvrage.
- ii. En évaluant les offres, le Maître d'Ouvrage déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :
  - (a) en corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de la Clause 30 des IS ;
  - (b) en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans les DPAO ;
  - (c) en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de la Clause 12 des IS ;
  - (d) en ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
  - (e) en prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par les DPAO, et comme indiqué dans les DPAO ;
  - (f) le cas échéant, conformément aux dispositions de la Clause 12 des IS et des DPAO, en appliquant les rabais offerts par le soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un marché, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs marchés ; et
- iii. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'offres ne doivent pas être pris en considération lors de l'évaluation des offres.
- iv. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.
- v. Si l'offre évaluée la moins disant est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, le Maître d'Ouvrage peut demander au soumissionnaire de fournir le sous détail de prix pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.
- vi. Après avoir examiné ces sous détails de prix, le Maître d'Ouvrage peut demander que le montant de la garantie de bonne exécution indiqué à la Clause 35 des IS soit porté, aux frais de l'attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour protéger le Maître d'Ouvrage contre toute perte financière au cas où l'attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché.

**29. Contacts avec le Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvrage**

- i. Sous réserve des dispositions de la Clause 28 des IS, aucun soumissionnaire n'entrera en contact avec le Maître d'Ouvrage, entre le moment où les offres seront ouvertes et celui où le marché sera attribué. Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des soumissions et aux recommandations concernant l'attribution du marché ne sera divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu.
- ii. Si le soumissionnaire souhaite porter à l'attention du Maître d'Ouvrage des informations complémentaires, il devra le faire par courrier ou courrier électronique.

**Attribution du marché**

**30. Attribution**

- i. Sous réserve de la Clause 23 des IS, le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme administrativement et techniquement au Dossier d'Appel d'offres et qui a soumis l'offre estimée la mieux-disante, selon les Clauses 30 et 31 des IS, sous réserve l'offre du soumissionnaire ait été jugé (i) conforme en application des dispositions de la Clause 28 des IS; et (ii) le soumissionnaire qualifié et éligible conformément aux dispositions de la Clause 4 des IS.

**31. Droit du Maître d'Ouvrage d'accepter ou de rejeter toute offre ou toutes les offres**

- i. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, d'annuler la procédure d'Appel d'offres et de rejeter toutes les offres, à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de responsabilité à l'égard du ou des soumissionnaires affectés par sa décision. Le Maître de l'Ouvrage Délégué est tenu de donner les raisons de sa décision.

**32. Notification de l'attribution du marché**

- i. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le Maître d'Ouvrage, ce dernier informera l'attributaire du Marché par courrier avec accusé de réception, que sa soumission a été acceptée et que le marché lui est provisoirement attribué. Cette lettre indiquera le montant que le Maître de l'Ouvrage Délégué entend payer à l'attributaire provisoire au titre de l'exécution du marché.
- ii. Le courrier d'information précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre initial de l'attributaire provisoire. Si l'attributaire provisoire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie de soumission peut être saisie conformément aux dispositions de la Clause 14 des IS.
- iii. Parallèlement à l'étape prévue ci-dessus, le Maître de l'Ouvrage informera dans les meilleurs délais les autres soumissionnaires que leurs offres n'ont pas été retenues en précisant les raisons de leur non sélection. Un délai de quinze (15) jours d'information sera observé par le Maître de l'Ouvrage Délégué avant de procéder à la signature du marché avec l'attributaire du marché. Ce délai est éventuellement prolongé d'autant de jours que nécessaires.

- 33. Signature du marché**
- i. Préalablement à la notification définitive du marché et après expiration du délai de quinze (15) jours fixé à la clause 34 des IS (éventuellement prorogé), le Maître de l'Ouvrage Délégué enverra à l'attributaire provisoire du marché le Cahier des Clauses administratives particulières (« le marché ») figurant au Dossier d'Appel d'offres, qui récapitule toutes les dispositions acceptées par les parties.
  - ii. Dans les sept (07) jours suivant la réception de notification, l'attributaire provisoire du Marché le signera et le renverra au Maître de l'Ouvrage Délégué.
  - iii. En cas de refus de l'attributaire provisoire de procéder à la signature du marché, la garantie de soumission de ce dernier peut être saisie conformément aux dispositions de la Clause 14 des IS.
  - iv. En cas de désistement de l'attributaire provisoire, le Maître d'Ouvrage se tourne vers le second classé en bon ordre lors de l'attribution du marché, pour autant que son offre ait été jugée recevable au regard des critères de capacité, d'éligibilité et qu'elle soit conforme aux exigences du présent Dossier d'Appel d'Offres et moyennant l'accord préalable de la DNCMP s'il est requis.
  - v. Il est entendu qu'à ce stade, la signature du marché n'a pas valeur d'engagement. En ce sens, le marché, en l'absence de notification définitive, est réputé nul et non avenu, et ce même s'il est signé par toutes les parties
- 34. Notification définitive du marché**
- i. Après réception du marché signé par l'attributaire provisoire, le Maître d'Ouvrage procède à la notification définitive du marché, consistant en l'envoi de la notification définitive accompagnée d'un exemplaire, dûment signé par toutes les parties, des CCAP (« le marché »). Cet envoi se fait, par lettre avec accusé de réception.
  - ii. La notification définitive du marché marque son entrée en vigueur et lui confère son caractère d'engagement du Maître de l'Ouvrage Délégué vis-à-vis de l'attributaire du marché. En l'absence de notification définitive, le marché est nul et non avenu.
  - iii. La réception de la notification définitive du marché par l'attributaire correspond à la libération des garanties de soumission des soumissionnaires non retenus, ainsi qu'à celle de l'attributaire du marché, contre réception de la garantie de bonne exécution.
- 35. Garantie de bonne exécution**
- i. Dans les quinze (15) jours suivant la réception de la notification définitive du Maître d'Ouvrage, l'attributaire fournira au Maître d'Ouvrage la garantie de bonne exécution, d'un montant spécifié dans les DPAO, conformément au modèle de garantie fourni dans le dossier d'appel d'offres.

- ii. La garantie de bonne exécution est fournie par l'attributaire sous forme de garantie bancaire émanant d'une banque agréée par le Maître d'Ouvrage ou d'un cautionnement solidaire.
- iii. L'impossibilité ou le refus de l'attributaire du marché de constituer la garantie de bonne exécution dans le délai prévu à la présente clause est cause de résiliation unilatérale du marché. Dans pareil cas, le Maître d'Ouvrage saisit la garantie de soumission conformément à la clause 14 des IS et se tourne vers le second classé en bon ordre lors de l'attribution du marché, pour autant que son offre ait été jugée recevable au regard des critères de capacité, d'éligibilité et qu'elle soit conforme aux exigences du présent

#### **. Dossier d'Appel d'Offres.**

#### **36. Corruption ou manœuvres frauduleuses**

- i. La législation burundaise exige des agents publics (Maître d'Ouvrage), ainsi que des soumissionnaires, prestataires de services, fournisseurs et Entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés.
- ii. En vertu de ce principe, sont définis aux fins de cette présente clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :
- iii. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché, et
- iv. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage .
- v. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.



## 2. DONNÉES PARTICULIÈRES DE L'APPEL D'OFFRES (DPAO)

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux services faisant l'objet de l'Appel d'offres, complètent ou, le cas échéant, modifient les dispositions des Instructions aux soumissionnaires (IS). En cas de divergence, les données particulières ci-dessous ont priorité sur les clauses des IS.

Les chiffres de la première colonne se réfèrent à la Clause correspondante des Instructions aux soumissionnaires.

Référence aux IS	A. Généralités
2.	<p>Objet de la soumission</p> <p>La mission du présent marché consiste en gros à :</p> <p><b>1_ La préparation général</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Installation et relis de chantier</b></li> <li>• <b>La Démolition:</b> cloisons existantes, carreaux endommagés;</li> <li>• Démontage soigné des faux plafonds existants en vue d'une réutilisation</li> </ul> <p><b>2_Travaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture et pose de carreaux y compris toutes sujétion de pose</li> <li>• Préparation de toutes les surfaces et parois et Finition général en maçonnerie</li> <li>• Vérification du système de plomberie sanitaire-assainissement, et réhabilitation des installations existante, et fourniture et pose de nouvelle installation ;</li> <li>• Traitement de l'étanchéité de toutes les salles d'eau, et reprise des carreaux des salles d'eau existantes et nouvelles en des carreaux d'anti-dérapant ;</li> <li>• Fourniture et pose de faux-plafonds en plaque gypseum 60x60cm identique à l'existant, ou proposition nouvelles soumise à la validation préalable de UNICEF;</li> <li>• Travaux de peinture générale suivant DQE et descriptif ;</li> <li>• Travaux d'huissierie et quincaillerie suivant DQE et descriptif ;</li> <li>• Renforcement de l'étanchéité général des panneau aluminium très en façades</li> </ul>
	<p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : <b>Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– UNICEF Burundi</li> <li>– Ultimate Tower</li> <li>– Rohero 01, Avenue Pierre Ngendandumwe</li> </ul> <p>BP: 1650 Bujumbura –Burundi</p> <p>Tél : 22 20 20 00</p> <p><a href="http://www.unicef.org">www.unicef.org</a></p>
	<b>Délai d'exécution : 45 jours calendriers</b>
3.	<b>Origine des fonds : Fond des Nations Unies pour l'Enfance</b>
4.	<b>Soumissionnaire admis à concourir</b>



	<p><b>Tout soumissionnaire admis à concourir joindra à son offre les documents suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Attestation en originale de non-faillite délivrée par le Tribunal du commerce en cours de validité le jour d'ouverture des offres.</li> <li>○ Copie de l'attestation de non-redevabilité aux impôts et taxes délivrée par l'OBR en cours de validité le jour de l'ouverture des offres</li> <li>○ Attestation en originale de non-redevabilité à la sécurité sociale délivrée par l'INSS en cours de validité le jour de l'ouverture des offres</li> <li>○ Le numéro d'identification fiscale (NIF) du soumissionnaire</li> </ul>
	<p><b>Qualification du soumissionnaire</b></p> <p>En vue de permettre d'évaluer la qualification du soumissionnaire, chaque soumission doit inclure, comme partie intégrante de l'offre, les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Des copies des documents originaux précisant la constitution ou le statut juridique du soumissionnaire, le lieu d'enregistrement et le principal lieu d'activité du Soumissionnaire, accompagnés <b>d'une procuration écrite émanant du conseil d'administration</b> ou de tout organe apparenté démontrant que le signataire de la soumission est habilité à engager le Soumissionnaire</li> <li>○ Une déclaration sur le chiffre d'affaires (voir modèle à la Section III) annuel total, exprimé par le volume total, des travaux de construction réalisés au cours de chacune des cinq (5) dernières années. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander au soumissionnaire, lors de l'évaluation des offres et à titre d'éclaircissement, toute preuve nécessaire à la détermination du chiffre d'affaires avancé.</li> <li>○ Une déclaration (voir modèle à la Section III) sur la réalisation en tant qu'Entrepreneur principal de travaux de valeur financière, de nature et de complexité comparable à celle des travaux objet de cet appel d'offres au cours des <b>cinq</b> dernières années (<b>2020 ,2021, 2022, 2023 et 2024</b>) à la satisfaction des clients (attesté par des PV de réception provisoire, définitive, attestation de bonne exécution,), et des détails sur d'autres travaux en cours et engagements contractuels.</li> <li>○ Une déclaration sur son activité en cours (voir modèle à la Section III) en matière de chantier de travaux (tous types confondus), indiquant pour chacun d'eux, le lieu, le bénéficiaire et le montant, ainsi que l'état d'avancement du chantier au jour de la remise de l'offre.</li> <li>○ Le CV et la copie certifiée du/des diplômes de l'Ingénieur des travaux par lot, un Chef de chantier par site, un Plombier (voir modèle à la Section III) accompagnée d'une attestation de disponibilité signée par la personne mentionnée.</li> </ul> <p>L'absence de cette signature invalide le document.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La liste du matériel de chantier principal à disposition du soumissionnaire (voir modèle à la section III) pour l'exécution des travaux.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une attestation bancaire établissant que le soumissionnaire a accès à des lignes de crédit et peut disposer d'autres ressources financières pour l'exécution des travaux.</li> <li>○ Un mémoire technique reprenant une description des méthodes, une liste des documents d'exécution et un planning de travaux proposés, suffisamment détaillée. Ce mémoire mettra l'accent sur les contraintes dues à l'environnement de l'ouvrage, c'est-à-dire au fait que durant le chantier, une perturbation minimale des activités des lieux où se déroulent les travaux est demandée.</li> </ul> <p>A travers la remise des renseignements ci-haut cités, le soumissionnaire doit satisfaire aux exigences minimales suivantes en vue d'être qualifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Démontrer que le signataire de l'offre est dûment habilité par le conseil. D'administration ou tout organe apparenté, à engager la responsabilité du soumissionnaire</li> <li>○ Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen, au cours des 3 dernières années, pour des travaux de construction, d'un montant équivalant à : <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Trois cents millions de Francs Burundais (300.000.000 de BIF)</b></li> </ul> </li> <li>○ Avoir réalisé avec succès en tant qu'Entrepreneur principal au moins <b>3</b> chantiers(s) analogue(s) (de nature, de budget et de complexité comparable) à celle des travaux objet de cet appel d'offres au cours des <b>trois (3)</b> dernières années (<b>2021, 2022 et 2023</b>). Chaque marché porté en référence, pour être recevable, doit être accompagné d'un PV de réception ou d'une attestation de bonne exécution signée par le destinataire mentionnant le nom et le contact d'une personne ressource de la maîtrise d'ouvrage de l'opération citée pour toutes fins de contrôle.</li> <li>○ Ne pas avoir en cours d'exécution plus de <b>3</b> chantiers qui n'ont pas encore atteint <b>80%</b> de réalisation.</li> <li>○ Proposer le personnel : voir grille d'évaluation</li> </ul>
7.	<p>Indépendamment de la réunion préparatoire prévue à la clause 20 ci-après, il est conseillé au soumissionnaire d'effectuer la visite des lieux avant la remise des offres. Cette visite devra permettre au soumissionnaire de visiter et d'inspecter les sites des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite des sites sont à la charge du soumissionnaire.</p> <p>Toutes les informations concernant cette visite des lieux pourront être obtenues à l'adresse suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– UNICEF Burundi</li> <li>– Ultimate Tower</li> <li>– Roher 01, Avenue Pierre Ngendandumwe</li> </ul> <p>BP : 1650 Bujumbura –Burundi Tél : 22 20 20 00</p>

<b>B. Le Dossier d'appel d'offres</b>	
<b>8.</b>	<p>Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres</p> <p>Afin d'obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offre uniquement, l'adresse du Maître de l'Ouvrage Délégué est la suivante :</p> <p>Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)  <a href="mailto:burundi_supply@.org">burundi_supply@.org</a> avec copie à <a href="mailto:mokou@unicef.org">mokou@unicef.org</a> et <a href="mailto:fkwizera@unicef.org">fkwizera@unicef.org</a></p> <p><b>Date limite de demande d'éclaircissements : 10 septembre 2024</b></p>
<b>C. Préparation des offres</b>	
<b>10.</b>	<p><b>Documents constituant l'offre</b></p> <p>Le présent marché fait l'objet des travaux rénovation du building Ultimate tower qui abritera les bureaux de UNICEF, UNWOMEN UNFPA et ILO</p> <p>L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la soumission et ses annexes ; <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le cadre du bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété</li> <li>✓ le cadre du détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment complété</li> </ul> </li> <li>○ La garantie de soumission ;</li> <li>○ L'ensemble des documents exigés aux clauses 3 et 4 des présentes DPAO.</li> </ul>
<b>11.</b>	<p><b>Montant de l'offre</b></p> <p>Les prix remis par le soumissionnaire doivent couvrir l'ensemble des Travaux décrits dans les spécifications techniques des travaux (Section IV).</p> <p>Par le biais de la Convention Spécifique des Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), entre la République du Burundi, les achats sont exonérés de tout droit et taxes d'importation. Les formalités d'exonération des fournitures importées sont assumées et prises en charge par l'Entrepreneur, avec l'appui si nécessaire du Maître d'Ouvrage, moyennant une demande préalable.</p> <p>De plus, en vertu de la nature de ses activités, le Maître d'Ouvrage est exonéré du paiement de la TVA. Toutefois, en application de la Loi régissant l'application de la TVA au Burundi, le Maître d'Ouvrage préfinance celle-ci lors de ses paiements en Francs Bu (BIF) à tout Entrepreneur établi et inscrit au Burundi uniquement, à l'exception de l'alinéa suivant. En conséquence, la TVA de 18% est versée pour tout paiement en Francs Bu (BIF) à un Entrepreneur établi et inscrit au Burundi. A l'inverse, si l'Entrepreneur est établi et inscrit hors du Burundi, aucun versement de TVA n'est prévu.</p> <p>La TVA ne doit pas être préfinancée par le Maître de l'Ouvrage Délégué lors de ses paiements à l'Entrepreneur établi et inscrit hors du Burundi.</p> <p>Les prix proposés par le soumissionnaire seront fermes, non actualisables et non révisables.</p> <p><b>Toutefois, en fonction de l'enveloppe disponible au moment de la finalisation du contrat, certains postes jugés non essentiels par le Maître d'Ouvrage Délégué pourront être momentanément exclus pour une éventuelle exécution ultérieure.</b></p>

<b>12.</b>	<b>Monnaies de soumission et de règlement</b>  La monnaie de l'offre est en Dollars américain (USD)
<b>13.</b>	<b>Validité des offres</b>  La période de validité de l'offre sera de <b>90 jours</b> calendrier.
<b>14.</b>	<b>Garantie de soumission</b>  Une garantie de soumission est exigée et doit être jointe à l'offre. Le montant est fixé à <b>deux millions (2.000.000 FBU)</b> de francs burundais par lot
<b>15.</b>	<b>Propositions variantes des soumissionnaires</b>  Les délais d'exécution mentionnés dans les DPAO sont invariables. Aucune variante dans les délais d'exécution n'est autorisée.  Les variantes techniques ne sont pas autorisées.
<b>16.</b>	<b>Réunion préparatoire à l'établissement des offres</b>  Une réunion préparatoire à l'établissement des offres et visite des lieux se tiendra le <b>09 septembre 2024 à 10h00 au bureau de l'UNICEF situé au building Ultimate Tower Rohero 1 Avenue Pierre Ngendandumwe.</b>
<b>17.</b>	<b>Forme et signature de l'offre</b>  Outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de 4 copies.  La présentation d'une offre uniquement par des moyens électroniques n'est pas autorisée. Les soumissionnaires peuvent obtenir le fichier Excel correspondant au Bordereau des Prix Unitaires et au Devis Quantitatif Estimatif  Les soumissionnaires devront se présenter à l'UNICEF avec solution externe de stockage informatique de type clef USB pour récupérer le fichier.
<b>Référence aux IS</b>	<b>D. Dépôt des offres</b>
<b>18.</b>	<b>Fermeture et marquage des offres</b>  L'enveloppe extérieure de l'offre doit mentionner les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ;</li> <li>• L'intitulé du marché indiqué à l'article 1 des DPAO ;</li> <li>• Marché N° <b>LRPS-BRD-2024-9192648</b></li> </ul> L'enveloppe extérieure doit être anonyme. Toute mention de l'identité du soumissionnaire sur l'enveloppe extérieure entraîne le rejet de l'offre. Les enveloppes intérieures, outre les mêmes informations que celles reprises ci-dessus, devront permettre d'identifier le soumissionnaire.  Les offres doivent être adressée au :

	<b>Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF),</b> – UNICEF Burundi – Ultimate Tower – Rohero 01, Avenue Pierre Ngendandumwe <b>BP: 1650 Bujumbura – Burundi</b> <b>Tél : 22 20 20 00</b>
<b>19.</b>	<b>Date et heure limite de dépôt des offres</b> La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes : <b>Date : 18 septembre 2024 à 14h00 heures (heure de Bujumbura)</b>
<b>Référence aux IS</b>	<b>E. Ouverture et évaluation des offres</b>
<b>22.</b>	<b>Ouverture des offres techniques</b>  L'ouverture des offres techniques ne sera pas publique.
<b>24</b>	<b>Éclaircissements apportés aux offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage</b> Eclaircissements seront apportés par le service Supply and Logistics
<b>27.</b>	<b>Conversion en une seule monnaie</b> La monnaie de l'Offre est en Dollar américain (USD)
<b>28.</b>	<b>Évaluation et comparaison des Offres</b>

<b>Référence aux IS</b>	<b>F. Attribution du marché</b>
<b>35.</b>	<b>Garantie de bonne exécution</b>  Après notification définitive du marché, le(s) soumissionnaire(s) attributaire(s) du marché s'engage à constituer une garantie de bonne exécution d'un montant équivalent à <b>dix (10) pourcent</b> du montant HTVA du marché. La constitution de la garantie doit s'opérer dans les quinze (15) jours calendrier qui suivent la réception de la notification définitive du marché. Tout défaut à cet égard est cause de résiliation unilatérale du marché conformément à la Clause 40 des IS.

## Section II. Critères d'Evaluation et de Qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que le Maître d'Ouvrage utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises. Le soumissionnaire est tenu de fournir tous les renseignements demandés dans les formulaires de qualification ci-après.

### 1. Qualification

Avant de déterminer l'offre la moins-disant suivant les dispositions de la clause 32 des IS, le Maître d'Ouvrage vérifiera que le soumissionnaire est qualifié en utilisant exclusivement les critères spécifiés ci-après, conformément à la clause 4 des DPAO. En cas de discordance entre les DPAO et la présente Section, cette dernière prime.

#### 1.1 Capacité en personnel

En vue de démontrer sa capacité humaine à exécuter le marché, le soumissionnaire doit pouvoir prouver qu'il disposera du personnel dont les exigences en termes de formation et d'expérience sont indiquées ci-dessous.

Pour ce faire, il joindra à son offre les CVs, les copies du/des diplômes certifié (s) conforme (s) à l'original, les preuves éventuelles de réalisation des chantiers indiquées dans les CVs, avec les contacts téléphoniques des maîtres d'ouvrages des réalisations, le tout accompagnée d'une attestation de disponibilité signée par la personne mentionnée. Les informations remises doivent permettre de démontrer les expériences suivantes :

#### 1.2 Critères d'Evaluation

CATEGORIE	
<b>1. OBLIGATOIRE ET ELIMINATOIRE</b>	<b>Attendu</b>
a) Attestations de Visite des lieux.	oui
b) La Proposition financière et la Proposition Technique sont nettement séparées distinctes et enfermées dans des enveloppes différentes. (Offre technique est exigée)	oui
c) Garantie de Soumission évaluée à deux millions 2,000,000 BIF par lot	oui
d) Un document attestant que le signataire de l'offre est mandaté pour engager la responsabilité du soumissionnaire (Procuration, statut, décision du conseil d'administration).	oui
e) Pour les Sociétés assujetties, Copie de l'Attestation de non-redevabilité des impôts délivrée par OBR valide la date limite de dépôt des offres.	oui
f) Copies du Registre du Commerce et du certificat d'identification fiscale	oui
g) Original de l'attestation de non-redevabilité à la sécurité sociale délivrée par l'INSS, en cours de validité le jour de la remise des offres.	oui
h) Une déclaration que le soumissionnaire ne sont pas associés, directement ou indirectement, à toute entité ayant préparé les plans, les spécifications, et autres documents de Demande de Proposition pour le projet	oui
<b>2. CRITERES DE QUALIFICATION</b>	

<b>2.1 CAPACITE FINANCIERE</b>	<b>15.0</b>
a) Bilans comptables approuvés par un comptable et des PV de réceptions provisoire ou définitives et au cours des trois dernières années (2021, 2022, 2023) agréé et des copies des déclarations annuelles mettant en évidence le chiffre d'affaires d'une valeur moyenne annuelle, <b>de trois cent millions (300,000,000) de Francs Burundais.</b>	15.0
<b>2.2. STRATEGIE ET METHODOLOGIE</b>	<b>20.0</b>
<b>Qualité de la méthodologie proposée : Le soumissionnaire devra produire une note décrivant clairement la méthodologique et la capacité d'organisation à adopter incluant :</b>	
a) Organigramme et tableau du personnel clé que l'entreprise juge nécessaire pour ces travaux avec description de leurs responsabilités respectives.	5.0
b) Narratif expliquant la <b>stratégie d'approvisionnement</b> du chantier en mettant en évidence l'approche pour les articles à importer, les articles à acheter au Burundi et sur sites, la gestion des risques qui pourront perturber l'approvisionnement, et tout autre approche importante pour respecter les délais de construction.	5.0
<b>Qualité du plan de travail proposé et du calendrier des activités : Plannings</b>	
a) Planning des approvisionnements du chantier	5.0
b) Planning détaillé d'exécution des travaux Un planning proposé pour le séquentiel des travaux, doit être suffisamment détaillé. Pour ce faire, il joint à son offre un planning détaillé qui reprend tous les grands postes des ouvrages principaux du marché et qui répond aux méthodes d'exécution adoptées à un séquentiel des travaux à réaliser	5.0
<b>2.3. EQUIPE PROPOSEE</b>	<b>30.0</b>
· La période expérience sera décomptée du temps d'activité, extrait des attestations de services rendus, (et non du temps d'activité des CV), les périodes d'activités simultanées ne seront comptées qu'une seule fois. Seules les Copies de Diplôme certifiées par le Ministère en charge de l'enseignement au Burundi, seront prises en compte ;	
<b><u>Expert 1 - Ingénieur des travaux, Chef de mission</u></b>	<b>12.0</b>
a) <b>Qualification et compétences :</b> Copie certifiée du Diplôme d'Architecte ou Ingénieur de génie civil ou industriel (catégorie A0 ou A1), avec Attestation d'équivalence pour les diplômes étrangers.	2.0
b) <b>Expérience professionnelle générale :</b> Il aura au moins cinq (5) années d'expérience dans la conduite de chantiers de réalisation de bâtiments ; <i>(8pts pour 5 ans. Au prorata en dessous jusqu'à 2ans. Moins de 2 ans = 0 points)</i>	8.0
<b>Expérience professionnelle spécifique :</b> Attestations de travail, ressortant la conduite des travaux de rénovations de bâtiments de bureaux, ou autre infrastructures analogues <i>(1 point par attestations avec max. de 2 pts)</i>	2.0
<b><u>Expert 2 – Un plombier</u></b>	<b>8.0</b>
§ <b>Qualification et compétences :</b> L'expert sera un plombier (catégorie A <sub>3</sub> minimum), dans le domaine de la plomberie ou domaine similaire.	3.0
§ <b>Expérience professionnelle générale :</b> Il aura au moins 15 ans d'expérience pertinente dans les travaux de plomberie liés à la construction des bâtiments.	5.0
<b><u>Expert 3 – Un chef de chantier</u></b>	<b>10.0</b>
<b>Qualification et compétences</b> L'expert sera un technicien (catégorie A <sub>2</sub> minimum), dans le domaine du génie civil	2.0



<b>Expérience professionnelle générale</b> Il aura au moins 10 années d'expérience professionnelles dans le domaine du suivi journalier de travaux de construction de bâtiment	4.0
§ <b>Expérience professionnelle spécifique</b> : Il prouvera par des procès-verbaux de réception de travaux et/ou d'attestations de services rendus, la réalisation du suivi d'au moins 2 chantiers.	4.0
<b>2.4. EXPERIENCE ET EXPERTISE DE L'ENTREPRISE</b> <i>Important : Chaque marché porté en référence, pour être recevable, doit être accompagné d'un PV de réception provisoire/définitif ou d'une attestation de bonne exécution signée par le destinataire /le client et le contrat de ce marché.</i>	25.0
a) Nombre d'année dans le secteur de constructions avec un minimum de 4 ans	2.0
b) Expérience dans les mêmes services avec d'autres organisations internationales/ NU/ ONG international, il faut avoir réalisé avec succès en tant qu'entrepreneur principal au moins deux chantiers analogues au cours des cinq dernières années Avoir réalisé avec succès en tant qu'entrepreneur principal au moins deux chantiers analogues au cours des cinq dernières années (2 points par réalisation jusqu'à un maximum de 5 chantiers) <i>En dessous de 2 chantiers similaires prouvés, l'UNICEF se réserve le droit d'invalider</i>	5.0 10.0
d) Autres références /Expériences des travaux de même natures, volume et complexité que le présent marché avec lettres de commande et/ou PV de réception provisoire/définitive	8.0
<b>2.5. EQUIPEMENT PROPOSEE POUR LE PROJET</b> <b>Minimum requis avec preuves de propriété ou de location par lot</b> <i>NB Fournir la preuve de possession ou à défaut une déclaration d'intention de location selon le cas</i>	4.0
> 1 véhicule léger (2pts)	2.0
> 1 poste à Souder (2pt)	2.0
<b>2.6. REPONSES GLOBALES</b>	6.0
> Documents fournis doivent être lisibles :	3.0
> Séparation des pièces par Intercalaire de couleur, en cohérence avec la table des matières, numérotation des pages	1.0
> Documents reliés convenablement, (Spirale, Serre dos,)	1.0
> Respect de l'ordre des pièces indiqué dans le DPAO et la grille de Notation	1.0
<b>TOTAL DES NOTES</b>	<b>100</b>

## 2. Evaluation des offres et contenu définitif du marché

Les offres seront évaluées par une équipe d'UNICEF. Cette évaluation sera limitée au contenu des propositions et des résultats de références.

Les Propositions Techniques seront évaluées en premier. Le maximum de points possible est de 100 points. Les Propositions recevant soixante-dix pourcent (70%) ou plus seront considérées techniquement acceptables et les Propositions Financières correspondantes seront ouvertes. Les propositions techniques en-dessous de soixante-dix pourcent (70%) seront écartées du processus de sélection.

Les Propositions Financières seront ensuite évaluées. Le total de points possible est de 100 points. Le maximum de points sera donné à la proposition la moins chère qui a été ouverte et comparée aux autres soumissionnaires qui ont atteint le score nécessaire dans l'évaluation de la proposition technique. Toutes les autres propositions financières recevront les points de façon proportionnellement inverse à la Proposition la moins disante.

En règle générale, les marchés de l'Unicef comme ceux du système des Nations Unies sont hors taxes. La proposition financière comprendra un sous détail des prix unitaires décomposés et qui indique



clairement que les taxes n'y figurent pas. Toute demande d'exonération des matériaux importés sera accompagnée par un tableau récapitulant les matériaux d'importation à utiliser dans le présent projet.

Les coûts de la proposition financière devront être calculés et présentés en dollar américain (USD) avec une annexe de devis des matériaux importés à exonérer.

## 1. Evaluation des offres techniques et financières

Le nombre maximum de points sera alloué au prix le plus bas des Propositions ayant atteint plus de 70% du score technique. Les autres Propositions de Prix ouvertes recevront des points en proportion inverse au prix le plus bas, suivant la formule utilisée pour déterminer le score financier qui est :

<p><b>Nof : Score pour la Proposition de Prix X =</b></p>	<p><b>Max. score pour le Prix financier (100) * Prix de la plus basse proposition</b></p> <hr/> <p><b>Prix de la proposition X</b></p>
---	--

Le montant pris en compte sera le prix forfaitaire HTVA renseigné dans le formulaire de soumission, confirmé par le bordereau des prix. En cas de discordance entre ces deux documents, le bordereau des prix unitaire prime.

## 2.2 Comparaison et classement des offres

La note technique sera pondérée sur 60% et la note financière (prix) sera pondérée sur 40%. Le score final sera calculé comme suit :

$$S = (Not \times 0,60) + (Nof \times 0,40)$$

**Avec**

**S** : score final :

**Not** : Note technique pondérée à 60 %

**Nof** : Note financière pondérée à 40 %

## 2.3 Attribution du Marché

UNICEF attribuera le marché au soumissionnaire qui aura obtenu la meilleure note après combinaison de son offre technique et financière

### **Section III. Formulaire de soumission**

#### **Liste des formulaires**

1. Modèle de soumission
  - ❖ Annexe 1 : Bordereaux des prix unitaires (partagé en document Excel)
  - ❖ Annexe 2 : Devis quantitatif et estimatif (partagé en document Excel)
2. Modèle de garantie de soumission
3. Modèle de déclaration sur le chiffre d'affaires
4. Modèle de déclaration sur les chantiers similaires
5. Modèle de déclaration sur les travaux en cours
6. Modèle de liste de matériel
7. Modèle de liste de personnel
8. Modèle de CV
9. Modèle Garantie de bonne exécution
10. Modèle de restitution de l'avance de démarrage

## Formulaire 1 : Modèle de Soumission

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Messieurs,

Après avoir examiné, en vue de la réalisation des Travaux susmentionnés, les Cahiers des Clauses Administratives du Marché, le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif, les spécifications, les plans et dessins, et les additifs Nos [Nos.], Nous, soussignés, proposons d'exécuter et d'achever les Travaux et de réparer toutes les malfaçons conformément aux dites conditions du Marché, Bordereau des prix et Détail quantitatif et estimatif, spécifications, plans et dessins, et Additifs pour le(s) montant(s) ci-après et tels que détaillés dans l'Annexe 1 à la soumission ou tous autres montants qui pourront être établis conformément aux dites conditions :

*(Le Soumissionnaire doit indiquer ici le montant de l'offre et les pourcentages transférables (Option B de l'Annexe 1). /NA*

Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à commencer les Travaux dès que possible après réception de l'ordre de démarrage des Travaux émanant du Maître d'Ouvrage, et à achever l'ensemble des Travaux faisant l'objet du Marché dans les délais fixés dans l'Annexe [numéro] à la soumission.

Nous acceptons de rester liés par la présente offre pour une période de [nombre] jours à compter de la date fixée pour la remise des soumissions, et ladite offre peut-être acceptée à n'importe quelle date avant l'expiration dudit délai.

Avant l'établissement et la signature du Marché, la présente offre, accompagnée de votre lettre de marché, constituera engagement qui nous lie.

Nous reconnaissons que l'Annexe [les Annexes font] fait partie intégrante de notre soumission.

Nous certifions avoir pris connaissance des clauses contractuelles du marché, contenues dans la section V (Cahier des Clauses Administratives Particulières) du Dossier d'appel d'offres que nous acceptons et avoir formulé notre offre en connaissance de cause.

Nous notons que vous n'êtes pas tenus de retenir l'offre la moins disante ni de donner suite à l'une ou l'autre des offres que vous recevrez.

Les informations suivantes vous sont transmises à toutes fins utiles :

- N° d'identification fiscale : \_\_\_\_\_
- N° de sécurité sociale : \_\_\_\_\_
- Coordonnées bancaires en cas d'attribution :
  - a. Nom de la banque : \_\_\_\_\_
  - b. N° de compte : \_\_\_\_\_
  - c. Devise : \_\_\_\_\_
- Coordonnées de contact :
  - a. Nom de la personne à contacter : \_\_\_\_\_

- b. Adresse physique : \_\_\_\_\_
  - c. Adresse électronique : \_\_\_\_\_
  - d. N° de téléphone : \_\_\_\_\_
- 

Fait, le \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ en qualité de \_\_\_\_\_

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de *[nom du Soumissionnaire ou du groupement d'entreprises suivi de "conjointement et solidairement"]*

Adresse :

Annexe(s)

## **ANNEXE 1 : BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES**

**Les bordereaux des prix unitaires sont partagés dans un différent document version Excel**

## ANNEXE 2 : DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Le cadre du devis Quantitatif et estimatif est partagé dans un autre document version Excel

**NB : le soumissionnaire est demandé de faire son devis estimatif en US (Dollar Américain) pour toutes les constructions du présent lot.**

## Formulaire 2 : Modèle de garantie de soumission (garantie bancaire)

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

**Organisme****émetteur :**

[nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [nom et adresse du Projet]**Date :** \_\_\_\_\_**Garantie d'offre no. :** \_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [nom du Soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. \_\_\_\_\_ pour les travaux de \_\_\_\_\_ [description des travaux] et vous a soumis son offre en date du \_\_\_\_\_ [date du dépôt de l'offre] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande du soumissionnaire, nous \_\_\_\_\_ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a- s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans le formulaire d'offre ; ou
- b- s'il, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité :
  - ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
  - ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expire :

- a- si le marché est octroyé au soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du soumissionnaire ;
- b- si le marché n'est pas octroyé au soumissionnaire, à la première des dates suivantes :
  - lorsque nous recevons copie de votre notification au soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu,
  - ou trente (30) jours suivant l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

En tant que [capacité juridique du/de la Signataire]

Signature : [Signature de la personne dont les noms et qualité figurent ci-dessus]

*Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.*

**Formulaire 3 : Modèle de déclaration sur le chiffre d'affaires**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

<b>Données sur le chiffre d'affaires annuel</b>		
<b>Année</b>	<b>Montant et monnaie</b>	<b>Equivalent FBU</b>
2017		
2018		
2019		
2020		
2021		

**NB : en cas d'offre remise par un groupement d'entreprise, ce tableau doit être remis pour chacun des membres.**

Nom \_\_\_\_\_

En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_



**Formulaire 4 : Modèle de liste de travaux similaires**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Mois/ Année de départ*	Mois/ Année final(e)	Identification du marché	Rôle du soumissionnaire
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d'Ouvrage : Adresse : Nom et Contact d'une personne ressource de la maîtrise d'ouvrage :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d'Ouvrage : Adresse : Nom et Contact d'une personne ressource de la maîtrise d'ouvrage :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d'Ouvrage : Adresse : Nom et Contact d'une personne ressource de la maîtrise d'ouvrage :	_____

**NB : en cas d'offre remise par un groupement d'entreprise, ce tableau doit être remis pour chacun des membres.**

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

**Formulaire 5 : Modèle de liste de travaux en cours**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Objet du marché	Nom du client et adresse complète incluant coordonnées téléphoniques	Délai	Date de début	Date de fin prévue	% d'avancement	Montant du marché

**NB : en cas d'offre remise par un groupement d'entreprise, ce tableau doit être remis pour chacun des membres. La satisfaction à ce critère sera évaluée en divisant le nombre total de chantiers en cours (tous membres confondus) par le nombre de membres du groupement (arrondi à l'unité supérieure).**

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

**Formulaire 6 : Modèle de liste de matériel**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Matériel/Engin	Marque/Type	Age/Km	Etat <sup>1</sup>			Provenance <sup>2</sup>			Disponibilité <sup>3</sup>
			N	B	M	P	L	LV	

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Neuf = N Bon = B Médiocre = M<sup>2</sup> Possession = P Location = L location vent = LV : Toute déclaration sans preuve ne sera pas retenue<sup>3</sup> Date d'affectation sur le chantier

**Formulaire 7 : Modèles de liste du personnel**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

<b>1.</b>	<b>Désignation du poste*</b>
	<b>Nom</b>
<b>2.</b>	<b>Désignation du poste*</b>
	<b>Nom</b>
<b>3.</b>	<b>Désignation du poste</b>
	<b>Nom</b>

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

**Formulaire 8 : Modèle de CV**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Nom du Soumissionnaire		
Poste		
Renseignements personnels	Nom et prénoms	Date de naissance
	Qualifications professionnelles	
Employeur actuel	Nom de l'employeur	
	Adresse de l'employeur	
	Téléphone	Contact (responsable / chargé du personnel)
	Télécopie	E-mail
	Emploi tenu	Nombre d'années avec le présent employeur

*Résumer les études faites.*

Résumer l'expérience professionnelle des 10 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l'expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

De	À	Société / Projet / Position / expérience technique et de gestionnaire pertinente

**NB : en cas d'offre remise par un groupement d'entreprise, ce tableau doit être remis pour chacun des membres.**

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Signature de la personne mentionnée dans le CV \_\_\_\_\_

**Formulaire 9 : Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

**Organisme émetteur :** \_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d'émission*]**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Projet*]**Date :** \_\_\_\_\_**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_

ATTENDU QUE [*nom et adresse de l'Entrepreneur*] (ci-après dénommé "l'Entrepreneur") s'est engagé, conformément au Marché N° [*chiffre*] en date du [*date de signature du Marché*] à exécuter [*titre du Marché et brève description des Travaux*] (ci-après dénommé "le Marché") ;

ATTENDU QUE vous avez stipulé dans ledit Marché que l'Entrepreneur vous remettra une garantie bancaire d'une banque de renom pour le montant spécifié ici comme garantie de la réalisation de ses obligations conformément au Marché ;

ATTENDU QUE nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur cette garantie bancaire ;

EN CONSEQUENCE, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à votre égard, au nom de l'Entrepreneur, à concurrence d'un montant de [*montant de la garantie en chiffres et en lettres. Le montant représentera le pourcentage du Montant du Marché spécifié dans ledit Marché et sera libellé soit dans la/les monnaie(s) du Marché, soit dans une monnaie librement convertible et jugée acceptable par le Maître d'Ouvrage*], ledit montant étant payable dans les types et selon les proportions de monnaies dans lesquelles le Montant du Marché est payable, et nous nous engageons à vous payer, dès réception de votre première demande écrite, sans discussion, toute(s) somme(s), dans les limites de [*montant de la garantie en chiffres et en lettres*], ci-dessus stipulées, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ni le motif de votre demande ou du montant indiqué ci-dessus.

Nous renonçons formellement à ce que vous réclamiez ladite dette à l'Entrepreneur avant de nous présenter la demande.

Nous convenons également qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification du Marché ou Travaux devant être effectués au titre de l'un des documents du Marché qui a été établi entre vous et l'Entrepreneur ne nous libérera d'une obligation nous incombant au titre de la présente garantie, et nous ne sommes pas tenus par la présente à donner notification dudit changement, additif ou modification.

La présente garantie sera réduite de moitié sur présentation du certificat de réception provisoire et demeurera valable jusqu'à la date de délivrance du certificat de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire \_\_\_\_\_

Nom de la Banque \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Cachet de la Banque \_\_\_\_\_

**Formulaire 10 : Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire)**

Date : \_\_\_\_\_

AO No. : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

**Organisme émetteur :** \_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d'émission*]**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Projet*]**Date :** \_\_\_\_\_**Garantie de restitution d'avance no. :** \_\_\_\_\_

Conformément aux dispositions de l'Article 20 (Avance forfaitaire) du Cahier des Clauses Administratives Particulières ou Marché susmentionné, [*nom et adresse de l'Entrepreneur*] (ci-après dénommé "l'Entrepreneur") déposera auprès de [*nom du Projet*] une garantie bancaire ayant pour objet de garantir une exécution correcte et loyale de ses obligations, conformément aux dispositions dudit Article, et s'élevant à [*montant de la garantie en chiffres et en lettres; le montant représentera le montant du paiement anticipé et sera libellé soit dans la/les monnaie(s) dans la (les)quelle(s) l'avance a été payée, comme stipulé dans le Marché, soit dans une monnaie librement convertible et jugée acceptable par le Projet*].

Nous, [*banque*], conformément aux instructions de l'Entrepreneur, convenons de façon inconditionnelle et irrévocable de garantir, en tant qu'obligataire principal et pas seulement en tant que Garant, le paiement à [*nom du Projet*] à première demande sans droit d'objection de notre part et sans sa première réclamation préalable à l'Entrepreneur, d'un montant ne dépassant pas [*montant de la garantie en chiffres et en lettres; le montant représentera le montant de l'avance et sera libellé soit dans la/les monnaie(s) de l'avance, comme stipulé dans le Marché, soit dans une monnaie librement convertible et jugée acceptable par le Projet*].

Nous convenons en outre qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification aux conditions du Marché ou des Travaux devant être exécutés au titre dudit Marché, ou à l'un des documents du Marché qui peut être établi entre [*nom du Projet*] et l'Entrepreneur, ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie, et nous renonçons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Cette garantie sera automatiquement réduite à due concurrence au fur et à mesure de l'imputation de l'avance sur les acomptes et restera valable à partir de la date de l'avance dans le cadre du Marché jusqu'à ce que [*nom du Projet*] reçoive la totalité du remboursement du même montant de l'Entrepreneur.

SIGNATURE et authentification du signataire : \_\_\_\_\_

Nom de la Banque \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

## **DEUXIEME PARTIE : EXIGENCES RELATIVES AUX TRAVAUX**



**0. Cahier des clauses techniques générales.****Objet**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Générales a pour objet de rappeler les textes de référence et la réglementation pour chaque corps d'état ainsi que les qualités requises pour les différents matériels et matériaux entrant dans le cadre des travaux de construction du présent appel d'offres.

L'expression « Devis Descriptif » implique l'application sans restriction des règlements et normes en vigueur en République du Burundi, sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence, et leur application ne puisse être dissociée des dossiers de plans et documents auxquels font référence les pièces contractuelles. En cas d'absence de réglementation Burundaise, les réglementations Belges et Françaises s'imposent.

Les spécifications du Devis Descriptif pourront préciser ou compléter les prescriptions de ces documents, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et le Devis Descriptif relatifs aux différents corps d'état avec la localisation des prescriptions donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre à l'Entrepreneur d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de déterminer les particularités de fabrication et de mise en œuvre. Ainsi, le présent marché est au prix globale et forfaitaire. L'entrepreneur titulaire du marché n'est fondée à réclamer un supplément de prix au maître d'ouvrage que pour autant qu'elle justifie qu'elle a effectué des travaux non prévus au marché, sur ordre de service, ou que ces travaux présentent un caractère indispensable à la réalisation de l'ouvrage selon les règles de l'art, ou encore qu'elle a exposé des dépenses en raison de sujétions imprévues, c'est-à-dire de sujétions présentant un caractère exceptionnel et imprévisible et dont la cause est extérieure aux parties, qui ont eu pour effet de bouleverser l'économie générale du marché.

**Caractéristiques des Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP**

Le présent CCTG et les CCTP sont rédigés en accord avec les documents techniques suivants :

- Les normes applicables au Burundi ;
- Les réglementations et normes techniques applicables au Burundi provenant de l'EAC ;
- Les cahiers des charges, règles de calcul et Documents Techniques Unifiés (DTU) établis par le CSTB (France)
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de constructions, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les prescriptions du REEF et du CSTB ;
- Les normes françaises de l'AFNOR ;
- Le Code du Travail et toutes ses annexes ;
- Les prescriptions des fabricants ;
- Les règlements de sécurité et administratifs particuliers ;
- Les recommandations professionnelles propres à chaque corps d'état.

**Agrément des fournitures – échantillons**

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières prescrivent des fournitures et matériels en donnant des détails techniques en terme soit de prescriptions soit de résultats.

Ces données permettent de fixer le niveau qualitatif demandé et mettent les entreprises au même

prestation.

L'entreprise a la faculté de proposer tout produit répondant au descriptif technique demandé. L'entreprise est obligée de fournir la fiche technique du produit proposé soit au moment du dépôt de l'offre si cela est exigé dans le dossier de consultation soit au cours de la préparation de chantier pour validation du produit par le Maître d'œuvre et approbation du Maître d'Ouvrage. Le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage examineront la qualité des produits proposés et jugeront s'ils peuvent être retenus.

Au cours de l'exécution du chantier, si l'entreprise désire proposer une marque et référence différente de celle prévue initialement, elle devra obligatoirement présenter l'échantillon prescrit au marché, accompagné de sa fiche technique ainsi que l'échantillon variante proposé par l'entreprise et sa fiche technique. Le Maître d'Ouvrage examinera la qualité de la variante et se prononceront à la suite sur l'acceptation ou le refus de la variante.

Tout matériel mis en œuvre qui n'aura pas fait l'objet d'une validation du Maître d'œuvre et d'une approbation préalable du Maître d'Ouvrage sera refusé et devra être changé, à la charge de l'entreprise.

Le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra également exiger tout échantillon complémentaire nécessaire au choix des matériaux et à la mise au point des ensembles entrant dans la réalisation du projet et aux contrôles et essais.

Les échantillons pourront être soumis à la demande du Maître d'œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage à des essais dans le but de déterminer leur résistance, leur tenue aux agents atmosphériques, leur durabilité dans le temps, leur compatibilité avec d'autres matériaux.

En outre, l'Entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essai et fournir tous les échantillons permettant au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de faire les choix esthétiques (coloris, aspects, formes, etc.).

L'ensemble des échantillons et fiches techniques devront être communiqués par l'entreprise au Maître d'œuvre dès le démarrage de la période de préparation et au plus tard à la fin de la seconde semaine de chantier faute de quoi les pénalités pour retard dans la remise d'éléments de chantier pourront être appliquées.

De manière générale, compte tenu des conditions climatiques du pays, les matériels doivent être :

- Efficacement protégés contre la rouille et contre les effets de moisissures et micro-organismes vivants ;
- Tropicalisés ;
- Neufs, de la meilleure qualité et exempts de tous défauts capables de compromettre la solidité, l'aspect ou la durée des ouvrages.

L'entreprise est tenue, à la demande du Maître d'œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage de justifier de l'origine des matériaux, soit par la présentation des factures, soit par tout autre moyen.

L'Entreprise doit permettre au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de suivre et de surveiller de manière permanente, dans les carrières, dans les usines et les ateliers, la stricte exécution du cahier des charges, en ce qui concerne l'origine et la qualité des matériaux, la fabrication des matières, la confection des pièces, etc.

### **Préparation du chantier**

L'Entreprise dispose d'une période de préparation du chantier dont la durée est définie dans le

marché.

Au cours de cette période, l'Entreprise devra fournir pour validation au Maître d'œuvre et approbation au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents suivants :

- Planning d'exécution des travaux ;
- Planning des approvisionnements ;
- Planning des commandes des matériels importés ;
- L'ensemble des échantillons et fiches techniques des produits envisagés ;
- Une liste complète des matériaux et matériels qui devront faire l'objet des demandes d'exonération de taxes ;
- Un plan des installations de chantiers ;
- L'ensemble des plans, schémas et détails d'exécution exigés par le maître d'œuvre ;

Les plannings cités ci-dessus devront être proposés au maximum 10 jours à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

La liste complète des matériaux pour exonération devra être proposée au plus tard 15 jours à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Comme indiqué ci-dessus, les échantillons et fiches techniques devront être communiqués par l'entreprise au Maître d'œuvre dès le démarrage de la période de préparation et au plus tard à la fin de la seconde semaine de chantier. Il en est de même pour les plans, schémas et détails d'exécution demandés par le maître d'œuvre.

Plus spécifiquement, pour les produits entrant dans la composition des bétons armés, l'entreprise devra organiser une visite des carrières avec le maître d'œuvre et proposer les matériaux nécessaires (gravier, sable, ciment, fer à béton, etc.) au plus tard 10 jours à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. Une fois validé et approuvé, ces matériaux seront déposés pour tests de laboratoire au LNBTP afin d'obtenir l'ensemble des résultats (à l'exception des tests de compression à 28 jours) au plus tard à la fin de la période de préparation.

En cas de retard dans la remise des pièces relatives à la préparation du chantier, les pénalités pour retard dans la remise d'éléments de chantier pourront être appliquées. Tout retard dans la remise de ces documents qui entraînera un retard général de livraison des infrastructures sera également passible des pénalités de retard de chantier prévues au marché, en cas de dépassement du délai global d'exécution ou des délais particuliers.

### **Données – contraintes particulières du chantier**

#### **Chantier propre**

L'attention de l'entreprise est attirée sur la nécessité impérative de réaliser un chantier propre.

Celle-ci prendra toutes dispositions pour éviter la dispersion des poussières de chantier, notamment pendant les phases de démolitions.

Dans ces conditions, il sera demandé à l'entreprise de respecter les dispositions suivantes :

#### **1. Nettoyage des voies et zones de circulation des engins de chantier**

Humidification durant les phases susceptibles de générer un dégagement important de poussières sur le site et dans son environnement proche. Ces travaux pourront être réalisés sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

#### **2. Evacuation des déchets**

Les

déchets de chantier devront être évacués régulièrement par l'entreprise (à sa charge).

En cas de non-respect de cette évacuation régulière, l'entreprise contrevenante devra les évacuer dans un délai de 24 à 48 heures sur simple demande du Maître d'Ouvrage. En cas de non-respect de ces dispositions, l'entreprise s'exposera aux pénalités prévues.

### **Nuisances acoustiques**

L'attention de l'entreprise est attirée sur la nécessité de limiter les contraintes sonores apportées par le chantier (émergences et plages horaires).

Les opérations particulièrement bruyantes devront être réalisées en dehors des heures d'ouvertures des locaux faisant l'objet des travaux ou avoisinants.

### **Contrôle – Essais – Vérification de fonctionnement**

#### **Contrôles Techniques**

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entreprise devra effectuer au minimum, avant réception, les essais et vérifications nécessaires sur la base des recommandations techniques COPREC Construction.

Les résultats de ces essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés pour examen au Maître d'Ouvrage.

#### **Contrôle interne des entreprises**

Le titulaire doit fournir gratuitement pour examens, épreuves ou analyses, tous les échantillons que le Maître d'Ouvrage juge utile de lui demander.

Le contrôle interne auquel est assujettie l'entreprise doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou règles de l'art ;
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications imposées par le DTU et les règles professionnelles et essais supplémentaires exigés par les pièces écrites.

#### **Organisation générale du chantier**

Les rendez-vous de chantier auront lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise devra obligatoirement être représentée à ces rendez-vous par un représentant agréé par le Maître d'Ouvrage. Les sous-traitants éventuels pourront également être convoqués en cas de besoin aux réunions de chantier.

L'entreprise devra proposer un chef de chantier qui assurera la conduite des travaux pendant toute leur durée. Le CV du chef de chantier est proposé dans l'offre technique de l'entreprise. Tout changement de personne avant ou pendant les travaux devra être validé par le Maître d'Ouvrage sur proposition d'un CV de remplacement de qualification, compétence et

expériences équivalentes.

La ponctualité sera exigée aux réunions de chantier, dans l'intérêt des participants.

Tout retard ou absence non excusé entraînera une pénalité.

Un compte-rendu de la réunion sera dressé par le représentant du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage et sera signé par tous les participants.

### **Déchets**

Les priorités de la politique des déchets sont :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets ;
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume ;
- Valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes ;
- Information au public.

Dans ce cadre, il est rappelé que l'entreprise se charge, à ses frais, du transport de ses gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus. L'entreprise se chargera de la mise en place des conteneurs, de la signalétique et du transport dans les centres de stockage appropriés.

### **Nettoyage**

#### **En cours de travaux**

L'Entreprise doit assurer le nettoyage général du chantier et de ses abords pendant toute la durée des travaux et ce, à sa charge exclusive en respectant les obligations légales du tri des déchets.

L'entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et selon les directives du Maître d'Ouvrage . Pour cela, les équipes de chantier devront être équipées de matériel de nettoyage approprié.

En cas de défaillance, le Maître d'Ouvrage pourra demander l'exécution de ces nettoyages à une entreprise spécialisée à la charge de l'Entrepreneur défaillant.

#### **En fin de travaux**

L'entreprise fera exécuter, le nettoyage final du chantier.

Ce nettoyage comprendra au minimum le nettoyage des éléments suivants :

- Sols
- Appareils sanitaires
- Luminaires pour les cas échéants
- Revêtements muraux
- Menuiseries extérieures
- Menuiseries intérieures
- Vitrages
- Faux-plafonds

Il est précisé que la prestation comprendra un premier nettoyage préalablement aux opérations préalables de réception et un second nettoyage pour la remise des locaux aux utilisateurs.

Les nettoyages ultérieurs qui s'avèreraient nécessaires suite à la levée des réserves seront à la charge de l'Entreprise.

### **Protection**

L'entreprise doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages, des dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.

Elle devra réparer les dommages provenant du défaut de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les constructions qui auraient été endommagées de ce fait.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entreprise devra protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage Délégué.

### **Dossier des Ouvrages Exécutés**

L'Entrepreneur est tenu, durant le délai de garantie, à une obligation dite "obligation de parfait achèvement ou de bonne exécution".

A ce titre il doit, à ses frais, remettre au Maître d'œuvre, les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans un délai d'un (1) mois à dater de la réception provisoire.

Il devra cependant, remettre au Maître d'Ouvrage pour la réception **les notices d'utilisation et d'entretien.**

Passé le délai d'un mois, après la réception, l'entreprise subira les pénalités prévues.

### **Installations de chantier**

#### **Généralités**

L'Entreprise aura à sa charge la réalisation des travaux préparatoires au chantier ainsi que les prestations d'intérêt commun à tous les corps d'état, nécessaires à la bonne marche du chantier.

L'Entreprise prévoira dans son offre les installations suffisantes pour garantir la sécurité du personnel, des visiteurs et des matériaux et matériels stockés sur le chantier conformément aux prescriptions techniques du présent document.

Il devra en outre songer à la mise en place et le maintien pendant toute la durée des travaux, de tous les dispositifs de protection collective.

Il assurera également le gardiennage de jour comme de nuit et le repli de chantier.

L'Entrepreneur prévoira dans son offre les coûts des études techniques (calculs, plans d'exécution et détails, plans de recollement) ainsi que les essais en laboratoire (éprouvette de béton etc.).

Le prix qui rémunère l'Installation de chantier, est évalué au forfait et détaillée selon les postes suivants :

#### **Amenée du matériel**

Avant le début des travaux, l'Entreprise fournira un plan d'installation de chantier précisant l'implantation des bureaux de chantier, clôtures, aires de stockage, position des engins de levage éventuels, etc. ...

Il assurera :

- Tous les frais d'amenée, de mise à poste, de fonctionnement et de gardiennage de tous les matériels,
- La mise en place des consignes de signalisations et de sécurité,

-La

réalisation des aires de préfabrication, et la construction des magasins le cas échéant,

-Le repli en fin de travaux des matériels de chantier fixes et mobiles de toutes natures nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux, y compris toutes autres sujétions,

-Le nettoyage régulier du chantier quel que soit les conditions climatiques ainsi qu'un nettoyage complet du site en fin de chantier,

-A ses frais les travaux d'aménagement et d'accès pour le passage des véhicules de chantier.

#### **Panneau de chantier : NA**

#### **Salle de réunion NA**

#### **Alimentations provisoires de chantier NA**

#### **Assurances**

L'Entreprise devra contracter les assurances suivantes :

- Tout risque chantier,
- L'assurance décennale,
- Responsabilité civile envers les tiers, Vols et dégâts des eaux et incendie sur chantier.

Ces assurances devront couvrir toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'Entreprise pouvant être encourues en raison des dommages causés à autrui, y compris au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage aussi longtemps que ses responsabilités pouvant être recherchées, même après avoir quitté les lieux.

Le détail de ces assurances figure dans le marché.

#### **Clôture de chantier : NA**

#### **Repli du chantier**

Il assurera :

-Le repli en fin de travaux des matériels de chantier fixes et mobiles de toutes natures nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux, y compris toutes autres sujétions ;

-La remise en état du site ;

-La dépose du panneau de chantier.

#### **Cadre du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif**

##### **Préambule**

L'Entreprise doit remplir séparément chaque poste du bordereau et suivre les instructions concernant le transfert des différents totaux dans le résumé.

Le bordereau doit être lu en liaison avec tous les autres documents contractuels et l'Entreprise doit s'être familiarisée avec la description détaillée des travaux et la méthode utilisée.

##### **Quantités des postes**

Les quantités indiquées dans chacun des postes du bordereau représentent des estimations de la quantité de chaque type de travaux susceptible d'être exécutés dans le cadre du contrat et sont



afin de fournir une base commune aux offres.

Lors de la fixation du montant des postes, référence doit être faite aux conditions du contrat, aux spécifications techniques et aux plans pertinents pour le Maître d'Ouvrage et la description des travaux et des matériaux concernés.

Les quantités indiquées dans le bordereau sont estimatives et correspondent à l'estimation lors de l'approbation, destinée à servir de base au présent dossier et aux soumissions.

**L'Attributaire du Marché sera payé à base des quantités réellement exécutées et approuvées par le Maître d'Ouvrage.**

### **Unités de mesure**

Les unités de calcul utilisées dans la documentation technique jointe sont celles du Système International (SI). Aucune autre ne sera utilisée pour l'évaluation, la fixation des prix, les détails des plans, etc. (Toute unité non mentionnée dans la documentation technique doit aussi être exprimée conformément aux termes du SI).

Les abréviations utilisées dans le bordereau s'interprètent de la manière suivante :

mm signifie millimètre  
 m signifie mètre linéaire  
 mm<sup>2</sup> signifie millimètre carré  
 m<sup>2</sup> signifie mètre carré  
 m<sup>3</sup> signifie mètre cube  
 Kg signifie kilogramme  
 to signifie tonne (1000 kg)

u signifie unité  
 pc signifie pièce  
 h signifie heure  
 ff signifie forfait  
 km signifie kilomètre  
 l signifie litre  
 % signifie pour cent  
 DN signifie diamètre nominal  
 h.m signifie homme.mois  
 h.j signifie homme.jour  
 pm signifie pour mémoire

Un poste du bordereau dont l'unité est « pm » permet uniquement de rappeler que les prestations globales doivent inclure les prestations prévues dans ce poste. Le prix de ce poste doit être inclus dans les prix des différents postes.

### **Fixation des prix**

Les prix indiqués dans le bordereau couvrent la totalité de la valeur des travaux décrits dans les postes, y compris tous les coûts et dépenses requis par la réalisation des travaux, de même que les travaux temporaires et équipements nécessaires et tous les risques généraux, responsabilités et obligations expressément ou implicitement prévus dans les documents sur lesquels l'offre se base. Les charges d'établissement, profits et indemnités de toutes les obligations sont également réparties au travers de l'ensemble des taux unitaires.

Les prix indiqués dans le bordereau s'appuient sur les taux courants avant la date de soumission.



Les prix doivent être indiqués pour chaque poste du bordereau. Les prix doivent être hors taxes, droits et autres engagements.

### **Bordereau des prix**

Les prix doivent être indiqués dans la colonne adéquate du bordereau.

Les erreurs arithmétiques sont prises en compte de la manière suivante :

- Lorsqu'il y a une différence entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fera foi ;
- Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire du bordereau et celui du devis estimatif, le prix unitaire du bordereau fera foi ;
- S'il y a modifications des quantités du devis quantitatif estimatif, les quantités initiales du DAO feront foi ;
- Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fera foi, à moins que le Maître d'Ouvrage estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix total tel qu'il est présenté fera foi et le prix unitaire sera corrigé ;
- S'il y a omission d'un poste tant dans le bordereau des prix unitaires que dans le devis quantitatif estimatif, celui-ci est réputé inclus dans les prix remis pour les autres postes.

## **Chapitre I. Présentation des travaux de rénovations à exécuter.**

Les travaux prévus dans le cadre de ce marché ont pour objet la rénovation de l'immeuble Ultimate Tower principalement pour les petites maçonneries intérieurs, traces des saignées pour les câblages colmatages et colmatage des fissures, masticages et peintures  
Installation du plafond

## **Chapitre II. Origine, qualité et mise en œuvre des matériaux.**

### **II.1. Origine des matériaux.**

La fourniture de tous les matériaux incombe à l'attributaire du marché. Toutefois, les provenances des matériaux doivent être soumises à l'approbation du Maître d'œuvre. L'Entrepreneur doit soumettre au Maître d'œuvre, et dans un délai de 15 jours minimum avant l'approvisionnement escompté, tous les échantillons des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. Le Maître d'œuvre dispose de quinze (15) jours pour faire ses observations et donner son avis sur la demande de l'Entrepreneur.

*L'Entrepreneur devra choisir les meilleurs matériaux, étant entendu qu'il est réputé avoir visité tous les sites d'emprunt et carrières de la région de construction des infrastructures et ses environs avant de donner son prix*

### **II.2. Qualité des matériaux.**

matériaux devront être conformes aux prescriptions du présent Cahier des Spécifications Techniques.

Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Leurs qualités doivent être justifiées par présentation des rapports d'essais de laboratoire et/ou des certificats de conformité ou des fiches d'homologation des usines, à la charge de l'Entrepreneur.

Malgré cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent en cas de mauvaise qualité et malfaçons, être rebutés par le Maître d'œuvre et ils sont alors remplacés par l'Entrepreneur et à ses frais.

**• *L'Entrepreneur devra fournir toutes les informations ou toutes justifications sur la provenance des matériaux proposés.***

Lorsque la qualité et les circonstances le justifieront, il pourra être procédé, avec l'accord préalable du Maître d'œuvre, à la réception des matériaux soit au lieu de provenance, soit sur chantier.

Il est précisé que l'agrément des échantillons par le Maître d'œuvre ne dégage en rien la responsabilité de l'Entrepreneur vis à vis du Maître de l'ouvrage.

Les matériaux qui, bien qu'acceptés au lieu de provenance, seraient reconnus défectueux sur chantier, seront refusés et remplacés aux frais de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux décrets et règlements en vigueur pour tout ce qui concerne l'extraction des matériaux.

Il paie sans recours contre le Maître d'œuvre, tous les dommages qui peuvent être occasionnés par la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

L'Entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement de ses obligations énoncées ainsi que du paiement des indemnités pour l'établissement des installations de chantier et des chemins de services.

- ***L'Entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite, employer soit à l'exécution de travaux privés, soit à l'exécution des travaux publics ou autre que ceux en cours desquels l'autorisation a été accordée, les matériaux qu'il a fait extraire des carrières exploitées par lui.***

#### **II.2.1. Emprunts de matériaux.**

L'Entrepreneur est tenu d'obtenir l'autorisation du Maître d'œuvre pour chacun des gisements de matériaux qu'il compte exploiter.

La prospection, la reconnaissance, les études des matériaux d'emprunts, seront effectuées par le LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (LNBTP), aux frais de l'Entrepreneur et sur demande de celui-ci ou du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre, les gisements qu'il compte exploiter avec indication des spécifications des matériaux rencontrés.

Le Maître d'œuvre aura quinze (15) jours, après l'ordre de commencer les travaux, pour se prononcer sur l'agrément de l'emprunt ou prescrire des études complémentaires.

Toutefois, l'agrément des emprunts ne dégage en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui demeure entièrement responsable de la conformité des matériaux aux spécifications définies dans le présent C.S.T., après leur mise en œuvre.

Le Maître d'œuvre pourra retirer l'agrément d'un emprunt ou d'une carrière s'il estime que le gisement ne donne plus de matériaux de qualité convenable.

Après l'exploitation de chaque gisement, l'Entrepreneur est tenu d'aménager le ou les exutoires nécessaires au drainage des eaux de ruissellement.

### **II.2.2. Matériaux à incorporer aux ouvrages.**

Les matériaux destinés à la construction des ouvrages devront satisfaire aux conditions fixées par le présent Cahier des spécifications techniques

A défaut, des spécifications pour certains matériaux, l'Entrepreneur devra soumettre au Maître d'œuvre dans une notice descriptive et justificative, les matériaux qu'il envisage d'utiliser ainsi que les conditions de contrôle auxquels pourraient répondre ces matériaux.

***Tous les matériaux doivent être conformes aux normes en vigueur.***

La nature et la granulométrie des agrégats pour bétons et mortiers sont soumises à l'agrément du Maître d'œuvre. Cet agrément n'est définitif que si les essais sur des éprouvettes de béton (ou mortiers) se révèlent concluants.

#### **2.2.1. Sable (0 - 5) pour mortiers et bétons**

Les sables utilisés ont les proportions de retenues < 10% pour un tamis de 5 mm (module 38). La granulométrie du sable sera de 0/4 mm ou 0/5 mm

Les sables pour béton armé, béton et mortier doivent avoir un équivalent de sable supérieur à 75%. Ils proviendront de roches concassées ou de gisements naturels sélectionnés. Ils pourront être extraits des carrières ou des rivières et il appartient à l'Entreprise de faire vérifier leurs caractéristiques par des essais appropriés.

La prospection et la fourniture des sables sont à la charge de l'Entrepreneur.

Le sable ne doit pas contenir de matières gypseuses, oxydes, pyrites, matières organiques, vases, etc.

#### **2.2.2. Ciment**

Le liant hydraulique entrant dans la composition des bétons est le Ciment Portland sans constituants secondaires de type CPA 32,5 et 42.5 selon l'utilisation (Mortier ou béton armé) et selon la résistante requise du béton.

La qualité du ciment répond aux normes en vigueur au BURUNDI. Le ciment portland ordinaire généralement vendu au Burundi répond à ces normes.

L'étude de la composition des bétons et mortiers est confiée au LNBTP, aux frais de l'attributaire. Elle porte sur le calcul du dosage théorique des ciments, sable et gravier, ainsi que sur la qualité de l'eau de gâchage. L'Entrepreneur soumet à l'approbation du Maître

d'œuvre, les résultats de l'étude de composition, au plus tard 21 jours avant la date prévue pour la mise en œuvre.

### **2.2.3. Eau de Gâchage**

L'Entrepreneur approvisionnera à ses frais sur le chantier l'eau d'arrosage, de lavage des matériaux et de gâchage des bétons et des mortiers. Elle proviendra du réseau de distribution public ou de points d'eau.

En particulier, elle sera douce et devra contenir moins de 2g/l de matières en suspension et moins de 2g/l de sels et sera exempt de matières terreuses, organiques et de chlore. Elle ne devra présenter aucun effet retardataire ou accélérateur de prise. L'eau fournie par la **REGIE COMMUNALE DE L'EAU** possédant toutes ces caractéristiques est recommandée.

### **II.2.4. Peintures.**

La peinture doit être de première qualité. Toutes les pièces des constructions métalliques seront peintes. Elles recevront deux couches d'anti-rouille et deux couches de peinture glycérophthalique. L'application de 2 couches de peinture anti-rouille comme primer sera réalisée, l'une à l'atelier l'autre sur chantier.

***Le choix des produits de peinture et du mode d'application de produits est de la responsabilité de l'Entrepreneur, sauf pour l'application des couches primaires où l'emploi de la brosse est obligatoire.***

#### **a. Peinture primer anti-rouille**

Le primer anti-rouille est composé de résines courtes en huile combinant des oxydes de fer micronisé et du chromate de plomb spécial inhibiteur de rouille.

#### **Caractéristiques :**

- *Teinte : rouge brun ;*
- *Séchage : 3 heures ;*
- *Pouvoir couvrant : 10 à 12 m<sup>2</sup> au litre.*

***Le primer peut également être une peinture au chromate de zinc (teinte jaune).***

#### **b. Peinture glycérophthalique.**

La peinture de finition sur pièces métalliques se posera en deux couches de peinture émail glycérophthalique : ***Peinture glycérophthalique type « bleue » sur tous les éléments métalliques.***

#### **Description :**

Elle est composée de résine glycérophthalique, exempt de toutes charges et ne contiendra ni colophane ni dérivé de la colophane.

#### **c. Peinture 100% acrylique**

Peinture acrylique type « RUDI-CRYL » très résistant ou équivalent :

- *Liant : Résine 100% acrylique ;*
- *Pigments : Dioxyde de titane rutile, talc (pigment lamellaire) carbonate de calcium, kaolin*

#### **Caractéristiques :**

*-Dilution*

- : à l'eau (25% pour la couche de base et 10 à 15% pour la couche de finition ;*
- *Extrait sécotal : 60,5 % en poids ;*
  - *Densité : 1,25 ;*
  - *Séchage : environ 30 minutes ;*
  - *Recouvrable : après 6 heures ;*
  - *Rendement : 8 m<sup>2</sup>/litre ;*
  - *Application sur murs et faux-plafonds à la brosse ou au rouleau en 02 ou 03 couches successives jusqu'à obtenir une homogénéité de la surface peinte.*

### **II.2.5. Quincaillerie.**

La documentation technique ainsi qu'un échantillon de chaque serrure, poignée, verrou et autres accessoires sont présentés au maître d'œuvre pour approbation, en une seule fois, au plus tard 1 mois avant la mise en œuvre.

***La quincaillerie est de première qualité et conforme aux spécifications techniques.***

Les serrures sont de type YALE ou qualité supérieure et leur qualité doit être la première sur le marché. Chaque clé est numérotée et fournie en 3 exemplaires. Avant toute fourniture, l'Entrepreneur fournira un échantillon pour approbation par le Maître d'œuvre.

### **Porte métallique blindée avec serrure antipanique**



## **II.3. Contrôle de la qualité des matériaux**

### **II.3.1. Ciments**

En cas de doute sur la qualité, le Maître d'œuvre peut exiger des essais à effectuer par le LNBTP. Dans ce cas, les essais qui sont effectués en vue du contrôle de la qualité des ciments se conforment notamment aux spécifications ci-après :

<b><i>Vitesse de prise</i></b>	Début de prise à 20°C supérieur à 1 heure 30 minutes
<b><i>Expansion à chaud et à froid</i></b>	Inférieure à 10 mm
<b><i>Retrait</i></b>	À 28 jours d'âge inférieur à 800 micromètres par mètre
<b><i>Classe de résistance</i></b>	Résistances à 7 et 28 jours d'âge doivent être supérieures ou égale à 270kg/cm <sup>2</sup>
<b><i>Analyses chimiques</i></b>	Teneurs en anhydride sulfurique (SO <sub>3</sub> ), en magnésie (MgO) et en chlore doivent être respectivement inférieures à 4%, 5% et 0,05%.

<b>Mesure de la surface spécifique</b>	(Par le perméabilimètre de BLAINE)
--	------------------------------------

***Le ciment aura la même provenance, si possible, durant tout le chantier et devra être agréé par le Maître d'œuvre.***

Les ciments seront livrés sur le chantier en sacs plombés dont on connaît le poids. Tout ciment humide ou ayant été altéré par l'humidité sera rejeté.

Le ciment est stocké dans des silos ou des magasins étanches à l'eau en évitant le contact avec le sol. Tout sac présentant des grumeaux sera refusé. L'emploi de ciments reconditionnés est strictement interdit. Le Maître d'œuvre pourra, à un moment quelconque, faire un prélèvement sur le stock et le soumettre aux épreuves de contrôle.

L'Entrepreneur est tenu d'utiliser pour chaque ouvrage un ciment de même type, de même classe et de même provenance et il fournira au Maître d'œuvre toutes les indications à ce sujet pour tous les ciments qu'il propose d'utiliser pour les différents ouvrages.

Chaque lot de ciment C.P.A. livré sur chantier devra être agréé par le Maître d'œuvre qui prescrira le cas échéant à l'Entrepreneur de faire réaliser aux frais de ce dernier, des essais prouvant qu'il est bien conforme aux caractéristiques annoncées, notamment en ce qui concerne les résistances nominales en compression (et en traction), la vitesse de prise, la finesse de mouture.

Un prélèvement doit être fait au moment de la fourniture sur le chantier et 10 jours avant la mise en œuvre du ciment, en vue de déterminer la résistance à la compression, la prise et la déformation à froid et à chaud. D'autres essais peuvent être réalisés en cas de doute sur la qualité des ciments fournis sur demande du Maître d'œuvre. Ces essais seront faits impérativement au LNBTP.

***Si un essai n'atteint pas les résultats escomptés, le lot de ciment ayant donné l'échantillon est réputé défectueux et doit être renvoyé dans un délai de 24 heures.***

***Les frais de prélèvements d'échantillons, la confection des éprouvettes, leur conservation et leur transport sont à la charge de l'attributaire.***

### **II.3.2. Maçonneries.**

#### **3.2.1. Maçonneries en moellons.**

Les maçonneries sont exécutées en moellons durs et sains extraits de roches indécomposables à l'air ou l'humidité, de forme plus ou moins régulière et de dimensions variées.

La provenance des moellons et des échantillons seront soumis à l'approbation du Maître de l'ouvrage. Les moellons sont posés suivant leur appareillage et réalisées de telle sorte qu'une assise horizontale soit obtenue environ tous les 40 cm

Les moellons sont préalablement humidifiés avant d'être posés. Les moellons sont dressés pour enlever les angles vifs, les bosses dans le lit de pose ou le lit d'attente de la pierre. Ils sont posés à bain soufflant de mortier. Les tâches du mortier sur les moellons sont immédiatement enlevées.

Les joints ont une épaisseur maximale de 3 cm, dessinent une mosaïque du type « opus incertum » et sont saillants. Il n'est pas fait de remplissage de joints apparents par de la pierraille. Les joints ne sont pas superposés dans le même plan vertical (coups de sabre à

éviter).

Des barbacanes en PVC  $\varnothing$  20 à 30mm sont disposées en quinconce tous les 100 cm dans le cas des murs de soutènement et tous les 50 cm pour les caniveaux.

Un chapeau en ciment taloché de 3 à 5 cm d'épaisseur dosé à 400 kg/m<sup>3</sup> est réalisé à la tête des murs de soutènement et des caniveaux. Les murs de soutènement reçoivent une légère pente d'écoulement des eaux pluviales.

***L'ouvrage comprend le rejointoiement légèrement en retrait par rapport au niveau des parements à exécuter après l'exécution des maçonneries en moellons et le nettoyage de toutes les traces de mortier qui subsisteraient sur ces parements.***

### **3.3.2. Maçonneries en briques cuites**

Les travaux de maçonnerie pour les parois des ouvrages d'évacuation des Eaux Usées, Eaux Vannes et Eaux de pluies (regards, chambres de vannes, fosse septiques, puit perdu, etc.) sont exécutés avec des briques en terre cuite pleine artisanales. Un échantillon sera remis avant l'exécution des travaux à l'agrément du Maître d'œuvre.

Les briques d'argile bien cuites sont dimension 21cm x 10cm x 6,5cm, non vitrifiés, non crevassés, ni écaillés, non friables.

***Tolérances dimensionnelles :  $\pm$  4mm pour la longueur et + 2mm pour la largeur et l'épaisseur.***

Les briques doivent donner un son clair lorsqu'elles sont frappées l'une sur l'autre.

La résistance à la compression est de 6 kg/cm<sup>2</sup>. L'absorption à l'eau est inférieure à 15% du poids sec. Les briques de façade sont de même couleur.

La mise en œuvre se fait avec un fer à béton de 10mm. L'appareillage est boutisse-panneresse pour tous les murs.

Les murs sont montés d'aplomb, de niveau et droits, les joints sont d'égale épaisseur. Les arêtes apparaîtront régulières d'aplomb et sans épaufrures.

***Les briques sont préalablement humidifiées avant d'être posés.***

Les joints verticaux sont alternés et ont une épaisseur minimum de  $\pm$  8 mm Les briques qui ne sont pas entières sont sciées d'équerre et non cassées à la truelle. Les joints horizontaux ont une épaisseur de  $\pm$  8 mm minimum.

Lorsque la maçonnerie est apparente le jointoiement se fait à posteriori. Les maçonneries sont donc exécutées à joint ouvert d'une profondeur minimum de 1 cm.

L'implantation des ouvrages devra être rigoureuse et le respect des côtes absolu pour permettre la pose, sans retouche, des éléments d'ouvrages des autres corps d'état et des installations prévues.

***En aucun cas, il ne sera toléré d'erreur supérieure à 1cm maximum.***

S'il est constaté un dépassement des tolérances la démolition et la reconstruction des éléments défectueux seront exigées. Aucun faux aplomb ne sera toléré.



Le mortier est dosé à 300 kg de ciment / m<sup>3</sup> de sable. Les eaux de gâchage sont propres, non acide. Les sables sont des sables rudes de rivières ou des sables jaunes de carrière, ils sont exempts d'argiles, de matières organiques, etc. La teneur en matières organiques est telle que l'essai colorimétrique ne donne pas une teinte plus sombre que le jaune ambre.

Les maçonneries en contact avec des éléments verticaux en béton armé (colonnes, voiles, etc.) sont toujours reliées à ces derniers au moyen de fer plats ou d'armatures en attente. Ces éléments, à raison d'une pièce minimum tous les deux tas sont compris dans les prix unitaires des maçonneries.

Les bacs à mortier sont nettoyés tous les soirs. Lorsque sa prise a débuté dans le bac, il est jeté.

Toutes les maçonneries finissant avec une pente sont terminées avec du béton non armé suivant la pente exacte. Ces bétons sont comptés dans les quantités des maçonneries et comptés au prix unitaire de la maçonnerie en question.

Les maçonneries seront protégées contre :

- Les effets des intempéries, par temps sec notamment, elles seront arrosées fréquemment mais légèrement pour qu'elles ne dessèchent pas ;
- Les ébranlements dus aux dépôts des matériaux, clous, charrois, engins ;
- Les risques d'épaufrure des arêtes ;
- Les tâches de mortier et coulures de laitance de béton.

Après une interruption, l'arase de reprise sera ravivée, nettoyée et humectée convenablement. Les parties endommagées seront démolies jusqu'à la partie saine, l'arase de reprise étant ensuite traitée comme ci-dessus. Les chutes de terres ou autres matériaux dans les maçonneries quelles qu'elles soient, seront soigneusement évitées.

***Toutes les traces de mortier, laitances et autres taches seront nettoyées.***

#### **II.4.5. Huisseries et Menuiseries**

Les aciers employés pour les ouvrages sont des aciers laminés à chaud, non alliés, d'usage courant et suivant définition des normes en vigueur.

Ils présentent des profils et dimensions correspondant aux besoins, choisis dans les profils commerciaux, exempts de défauts, criques, gerçures, failles ou autres défauts préjudiciables à leur emploi

Les profilés doivent être bien dressés, bien dégauchis, éventuellement bien forgés et parés et les assemblages parfaitement ajustés.

Les faux plis et les pliures sont une cause de refus des ouvrages.

Tous les profils devront avoir une épaisseur minimale de 1.5 mm pour les tubes métalliques toute section, les demi-HS et HS, les tôles planes, profils C, le profiles Bouteilles, Profils Omega. Pour les profils corniers, fer Te, fer Plan devront avoir une épaisseur minimale de 3mm

### **Quincaillerie**

La documentation technique ainsi qu'un échantillon de chaque serrure, poignée, verrou et autres accessoires sont présentés au bureau d'études pour approbation, en une seule fois, au plus tard 1 mois avant la mise en œuvre.



La quincaillerie est de première qualité et conforme aux spécifications techniques. Chaque clé est numérotée et fournie en 3 exemplaires.

Les clés sont remises au Maître de l'ouvrage le jour de la réception provisoire.

Les portes en acier sont équipées de trois paumelles en acier dit électriques à souder, à nœud fermé avec bague en laiton et broche en acier, de dimension minimum hauteur 100 mm, Ø 16 mm, broche Ø 9 mm

Les portes bois sont équipées de 3 paumelles en acier roulé, lames droites à bouts carrés, nœud fermé par un bouchon en acier et soudé, bague en laiton, broche en acier ; lame femelle pour bois et lame mâle à souder.

La paumelle centrale est montée après la pose de la porte.

Les serrures sont de très bonne qualité. Leur qualité doit être la première sur le marché. Avant toute fourniture, l'Entrepreneur fournira un échantillon pour approbation par le Maître d'œuvre.

#### ***II.4.7. Plomberie-Sanitaire.***

Les canalisations d'alimentation sont en tuyaux PPR ou PVC et s'entendent à partir du compteur. Les tuyaux d'évacuations sont en PVC. H.P. (haute pression)

La pression d'essai sera de 10 kg/cm<sup>2</sup> pour toutes les canalisations et l'ensemble de l'installation.

Les canalisations dans les bâtiments sont apparentes ou encastrées. Les canalisations enterrées et en contact avec le béton, les mortiers dans les traversées, seront protégés contre la corrosion due au ciment et aux matières agressives par des bandes adhésives de protection couvrant parfaitement et entièrement les canalisations.

Pour les tuyaux PVC, en contact avec les bétons, afin d'assurer une bonne adhésion, les tuyaux seront préalablement enduits d'une couche de colle PVC sur laquelle on projette du sable rugueux. L'Entrepreneur soumettra au Maître de l'Ouvrage tout autre moyen aussi efficace.

Les canalisations seront fixées au moyen de colliers démontables agréés par l'architecte. Les points de fixations sont en nombre suffisant pour éviter toutes déformations ou flèche dans les conduites.

Tous les appareils sont prévus complètement installés y compris toutes les fournitures, façons et accessoires, l'alimentation d'eau froide et la vidange raccordée aux canalisations correspondantes.

Tous les départs du compteur seront équipés de vannes à billes en inox et nylon, pour les Ø inférieurs à 32 mm, pour les Ø supérieurs, il utilisera des vannes à guillotine en laiton.

Les appareils seront de premier choix et devront posséder l'étiquette indiquant ce choix ou un certificat d'origine. Ils seront présentés au Maître de l'Ouvrage avant achat, par l'entreprise.

La robinetterie est à fermeture lente. Le mécanisme de fermeture est en laiton massif, avec chambre de graisse autour de l'axe, gardée étanche au moyen de deux joints toriques.

Le joint de clapet, plan et souple avec vis noyée, est capable de supporter une température de 120 °C chaleur humide. L'étanchéité est garantie jusqu'à 10 bars.

*L'Entrepreneur fournira par robinetterie posée un jeu complet de joint comme pièces de rechange. Il remettra ces jeux avant la réception provisoire, celle-ci étant conditionnée par cette remise.*

### **Chapitre III. Programme d'exécution des travaux.**

#### **III.1 Au démarrage du chantier**

Dans un délai de cinq (5) jours à dater de l'ordre de commencer les travaux, l'Entrepreneur devra fournir :

- *L'organigramme de la direction du personnel de maîtrise du chantier avec les noms, qualifications et fonctions des divers agents ;*
- *le programme détaillé d'exécution de l'ensemble des travaux, traduits sous forme de graphique de GANTT (planning à barres) afin de faciliter sa tenue à jour et son utilisation.*

Ce programme prévisionnel comportera notamment toutes les indications relatives :

- aux installations de chantier ;
- aux déplacements ou aux préservations des réseaux existants ;
- aux dispositions prises relativement à la circulation ;
- à l'ensemble des travaux de terrassement et de construction, avec indication des moyens en personnel et en équipement utilisé, les gisements des matériaux, les sites de d'emprunt et de dépôt;
- à l'ensemble des ouvrages et travaux à exécuter.

Il précisera:

- les dispositions, méthodes et modes d'exécution que l'Entrepreneur propose d'adopter pour la réalisation des travaux ;
- l'organisation, les moyens et les procédures dans le temps et les phasages entre les travaux ;
- les cadences d'exécution ;
- l'évolution des effectifs sur chantier.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq (5) jours pour présenter ses observations sur les programmes qui lui sont soumis par l'Entrepreneur.

Le démarrage effectif des travaux sera subordonné à la présentation du planning détaillé au Maître d'œuvre sans que les délais soient de ce fait prolongés.

#### **III.2 En cours d'exécution des travaux.**

L'Entrepreneur soumet pour visa au Maître d'œuvre en quatre (04) exemplaires en fonction du programme, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au plus tard vingt (20) jours avant le début des travaux concernés, les documents, plans, dessins et notes de calculs d'ouvrages, etc.... établis à ses soins.

Les études établies par des sous-traitants éventuels présentés portent leur visa et sont présentées également au Maître d'œuvre par l'Entrepreneur et sous sa seule responsabilité.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq (5) jours pour viser chaque plan et faire connaître les modifications à y apporter.

L'Entrepreneur remet alors au Maître d'œuvre, dans les quinze (15) jours, quatre (04) exemplaires des documents d'exécution et un contre-calque, établis en tenant compte des observations du Maître d'œuvre.

Le visa du Maître d'œuvre ne diminue en rien les responsabilités de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur apportera à son programme et à son planning prévisionnel, les modifications qui seront éventuellement prescrites par le Maître d'œuvre, dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de leur notification.

Il tiendra constamment à jour le planning d'avancement effectif des travaux.

### **III.3 A l'achèvement des travaux.**

L'Entrepreneur doit constituer au cours de l'avancement des travaux un **Dossier complet des dessins d'exécution.**

Les plans, y compris ceux fournis par l'Entrepreneur, seront aussi nombreux et détaillés que nécessaires pour fournir des détails complets des ouvrages totalement ou partiellement réalisés.

Pour les fondations éventuelles des ouvrages, l'Entrepreneur doit fournir les dessins d'exécution correspondants aux travaux effectivement exécutés ;

***Dans un délai d'un (01) mois après la réception, l'Entrepreneur doit remettre au Maître d'œuvre, une (01) collection complète de tous les documents établis par lui, mis à jour et rendus conformes à l'exécution, sous format imprimé (hard copy) et une copie sous version électronique (soft copy).***

## **IV.DIVERS**

### **0.00 INSTALLATION DE CHANTIER.**

#### **0.01 Installation et repli de chantier**

A. Au forfait.

B. Ce poste comprendra toutes les installations provisoires nécessaires à l'exécution des travaux :

- bureaux de chantier NA
- les raccordements provisoires eau et électricité et les consommations pour les besoins des travaux et des essais jusqu'à la réception provisoire ;
- Démolition des postes à réhabiliter ; les démolitions doivent être faites de façon très soignée pour ne pas déstabiliser tout ouvrage (L'utilisation des marteaux masse ne sera pas autorisé sauf pour les convenus avec la mission de contrôle). Pour le cas de démolition sans réhabilitation, les matériaux provenant des démolitions ne seront pas réutilisés par l'Entreprise exécutante et seront la propriété du propriétaire de l'Immeuble. Les gravats devront être évacués vers les lieux de dépôt convenus avec les administrations locales. L'entrepreneur doit faire l'enlèvement complet des matériels, matériaux, installations et débris dans un délai de 15 jours, à dater de la réception provisoire.

Tous les matériaux en provenance de la démolition doivent être évacués à la charge de l'entrepreneur vers un endroit indiqué par le maître d'œuvre en commun accord avec le Maître d'Ouvrage.

#### **0.01. Equipement de protection individuelle (E .P.I)**

**C.M :** Ce prix rémunère au forfait.

**S.T :** Le poste comprend la mise à la disposition du personnel et des visiteurs de chantier des équipements de protection individuelle (EPI) composés de :

- Casques ;
- Bottes ;
- Ceintures ;
- masques ;
- gants ;
- lunettes ;
- Gilets pour les ouvriers et pour le personnel d'encadrement

**N.B** Les EPI pour les visiteurs seront gardés à part.

## **PARTIE V - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES**

*Dans tout ce qui suit, le maître d'ouvrage s'est efforcé de donner les descriptions les plus détaillées possibles, afin de permettre à l'entreprise titulaire des travaux de bien comprendre les travaux à réaliser. Ces descriptions n'enlèvent en rien la responsabilité de l'entreprise titulaire des travaux de réaliser tous les travaux complémentaires nécessaires selon la règle de l'art et de la bonne exécution. Ils sont sensés être compris dans ses prix.*

### **1.00. Terrassements. NA**

### **2.00. Fondations. NA**

### **3.00 Production contre l'humidité. NA**

### **4.00 Pavement : Carreaux de sol**

Les pavements sont déjà en place et le fournisseur aura besoin de fournir et remplacer les carreaux cassés en veillant à ce que la qualité et couleur des carreaux reste la même que les carreaux qui ont été utilisés.

Le cout sera estimé au m<sup>2</sup> des carreaux remplacés.

La pose se fera suivant le mode suivant :

- l'application d'une couche d'enduit rugueux au mortier de ciment dosé à 300 kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable, cet enduit est parfaitement dressé et plan ;
- posé à plein bain de mortier ou au ciment colle non teinté ;
- les joints sont continus de 2 à 3 mm ;
- le jointoiement aura une couleur au choix du Maître d'Œuvre.

Ce poste comprend :

- tous scellements, percements et découpes nécessaires aux différents corps de métier.
- le jointoiement et le nettoyage des surfaces.

Note : on prévoit remplacer la totalité des carreaux de la salle de réunion, du restaurant et tout le niveau R4.

### **5.00 Maçonnerie. NA**

CM Au m<sup>2</sup> exécuté y compris toutes sujétions.

ST. Il sera question d'exécuter de petites maçonneries de complément des parties mal démolies qui étaient construites en blocs

### **6.00 Revêtement**

#### **6.01 Enduit de ciment taloché fin.**

A. Au m<sup>2</sup>

B. Les enduits seront réalisés au mortier de ciment dosé à 350 kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable tamisé à grains fin, permettant une finition totalement unie, exempt de toute charge organique.

La préparation des supports comprend obligatoirement les travaux suivants :

- l'enlèvement des impuretés telles que graisse, suie, poussières, argile, etc. ;
- l'enlèvement des clous, des éléments mal fixés et de tous corps étrangers ;
- le décapage des matériaux dépassant le plan du parement ;
- le bouchage des trous existant dans le parement ;

l'humidification du support par aspersion d'eau, sauf s'il est suffisamment humide ;

- le striage et le décapage des surfaces trop lisses ;
- le recouvrement par des treillis métalliques inoxydables ou protégés contre la rouille, des parties en bois et en acier.

L'épaisseur totale finie est de 15 mm minimums et de 20 mm maximum, elle se composera de :

- une couche de dégrossissage ;
- une ou deux couches d'enduits.

L'enduit peut éventuellement être additionné de chaux grasse, dans les proportions suivantes :

- pour la couche de fond : ciment 250 kg, chaux grasse en poudre 75 kg, sable 1 m<sup>3</sup>.
- pour la couche de finition : ciment 250 kg, chaux grasse en poudre 250 kg, sable 1 m<sup>3</sup>.

Les travaux en cours ou fraîchement exécutés sont maintenus en état humide durant le temps nécessaire à la prise et au minimum pendant 48 h. Ces couches successives ne seront appliquées qu'après séchage complet de la précédente.

Les enduits intérieurs sont exécutés après achèvement de tous les éléments de gros œuvre entrant en contact avec eux, après la pose des châssis mais avant pose des carrelages et revêtements de sol, en fonction des techniques spéciales.

Toutes les malfaçons constatées seront réparées autant de fois que nécessaire et aux frais de l'entreprise. Les réparations doivent être strictement invisibles. Les raccords d'enduit devront être évités dans toute la mesure du possible. Tous les raccords défectueux et tous les enduits grossiers seront poncés.

A. Au m<sup>2</sup>

B. Le dosage en ciment est de 500 kg/m<sup>3</sup> de sable moyen et fin.

Il est exécuté en deux couches d'une épaisseur totale et continue de 3 cm.

La surface supérieure est exécutée avec une légère pente, les surfaces visibles sont parfaitement planes et lisse.

L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions qui s'imposent pour protéger les sols finis.

### **6.02. Revêtement en carreaux de faïence.**

CM au m<sup>2</sup>.

Les carreaux de faïence seront prévus pour remplacer les carreaux manquant ou cassé dans les salles de bain

Le carreau de faïence est recouvert d'un émail coloré d'aspect dit type satiné ou brillant, sans reliefs, de couleur uniforme.

Le carreau est de 4 mm d'épaisseur minimum.

La teinte est choisie par le Maître d'Œuvre sur base des échantillons présentés par l'entrepreneur.

Les carreaux sont de premier choix, garantis par un certificat du fabricant.

La pose se fera suivant le mode suivant :

- l'application d'une couche d'enduit rugueux au mortier de ciment dosé à 300 kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable, cet enduit est parfaitement dressé et plan ;
- posé à plein bain de mortier ou au ciment colle non teinter ;
- les joints sont continus de 2 à 3 mm ;
- le jointoiement aura une couleur au choix du Maître d'Œuvre.

Ce poste comprend :

- tous scellements, percements et découpes nécessaires aux différents corps de métier.
- le jointoiement et le nettoyage des surfaces.

### **6.03. Revêtement en carreaux de sol**

C.M Au m<sup>2</sup>, quantité forfaitaire.

S.T. Les

carreaux de sol ont une épaisseur d'à peu près 1 cm, avec couche de finition teintée semblable aux carreaux en places. A l'état sec la belle face du carreau est lisse et ne présente aucune fissure, fendillement, trous, etc.

Les carreaux sont posés à plein bain de mortier dosé à 350 Kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable, à joints continus.

La teinte sera déterminée par le Maître d'œuvre et d'Ouvrage.

La pose peut également se faire au ciment - colle, pour cela le support doit être parfaitement plane mais rugueux pour permettre l'adhérence de la colle.

Les joints seront fermés à posteriori ; le dosage en ciment est de 350 kg/m<sup>3</sup> de sable ; la couleur du joint devra être approuvée par le Bureau de Contrôle, pour cela un échantillon d'un m<sup>2</sup> sera réalisé par l'entreprise ; les joints auront une largeur de 2 à 3 mm maximum.

Le prix comprend également :

Les cornières d'arrêt entre 2 matériaux de différente nature ;

Le jointoiement à posteriori.

Les joints périphériques ainsi que les joints de fractionnement prévus tous les 25 m<sup>2</sup> environ seront fermés par un scellant adapté.

### **7.00 Couverture et étanchéité des toitures**

Au m<sup>2</sup>

la couverture de la guérite de sécurité sera faite avec une charpente métalliques tube 40x40x1.5 la couverture en tôles ondulées galvanisées BG 28 teinte chocolaté. La charpente sera cachée par des alu bond de même couleur que ceux utilisés pour l'immeuble principale

### **8.00 Faux plafond en plaques de plâtres 60x60 recouvert de vinyle de chine**

A. Au m<sup>2</sup>

Le faux plafond sera en plaques de plâtres 60x60cm recouvert de vinyle de Chine avec support de cornière et Te en aluminium. On prévoit installer un nouveau plafond pour les niveaux R1, R2, R5 et les moitiés du R3 et R0 et pour les niveaux R4, R6, R7 et les moitiés de R3 et R0 on prévoit installer des supports et Te en aluminium et utiliser les plaques en Plâtres existants qui doivent être d'abord recouvert de peinture

### **9.00 Huisserie et menuiserie.**

Au m<sup>2</sup>

Il est prévu de réparer les huisseries existant en aluminium pour les entrées principales et pour les cloisons la fourniture et la pose des huisserie sera exécutées par le fournisseur attributaires des cloisons.

### **10.00 PEINTURE**

Les peintures seront appliquées sur un support sec, propre et exempt de poussières et d'impuretés. Les murs seront débarrassés de tous défauts et les fissures seront convenablement rebouchées. Les murs seront préalablement enduits par une couche liquide de fixation.

Les sols, les huisseries seront convenablement protégées afin d'éviter toutes taches.

*Les sols et autres doivent être parfaitement propre et exempt de toutes taches pour les diverses réceptions.*

#### **10.01 Peinture sur faux plafonds**

A. Au m<sup>2</sup>, selon les côtes des plans

B. La

peinture 100% acrylique (RUDI-CRYL) type RUDI PAINTS ou équivalent est appliquée sur tous les faux plafonds existants qui seront employés sur les niveaux R4, R6, R7 et les moitiés de R3 et RO.

La peinture 100% acrylique, diluée à 10% d'eau, est appliquée au rouleau en 02 ou 03 couches successives jusqu'à obtenir une homogénéité de la surface peinte.

La peinture est appliquée sur fond sec, propre et exempt de poussière.

Cette peinture a les caractéristiques suivantes :

- *dilution : eau (une dilution de 25% pour la 1<sup>ère</sup> couche et de 10 à 15% pour la couche de finition) ;*
- *extrait sec total : 60,5 % en poids;*
- *densité : 1,25;*
- *séchage : environ 30 min.;*
- *recouvrable après 6 heures;*
- *rendement : 8 m<sup>2</sup> par litre*
- *Application à la brosse ou au rouleau en deux couches de base et une troisième couche de finition jusqu'à obtenir une homogénéité de la surface peinte.*

*Sont compris tous travaux de préparation des surfaces à peindre et l'application d'un primer.*

#### **10.02 Peinture acrylique sur les murs intérieurs des**

A. Au m<sup>2</sup>, selon les côtes des plans

B. La peinture 100% acrylique (RUDI-CRYL) type RUDI PAINTS ou équivalent ou de qualité supérieure est appliquée sur tous les murs des 8 niveaux.

La peinture 100% acrylique, diluée à 10% d'eau, est appliquée sur murs au rouleau en 02 ou 03 couches successives jusqu'à obtenir une homogénéité de la surface peinte.

La couleur de la peinture est acceptée par le maître d'ouvrage et sera appliquée sur fond sec, propre et exempt de poussière.

- *dilution : eau (une dilution de 25% pour la 1<sup>ère</sup> couche et de 10 à 15% pour la couche de finition) ;*
- *Application à la brosse ou au rouleau en deux couches de base et extrait sec total : 60,5 % en poids ;*
- *Densité : 1,25 ;*
- *Séchage : environ 30 min. ;*
- *Recouvrable après 6 heures;*
- *Rendement : 8 m<sup>2</sup> par litre*
- *Une troisième couche de finition jusqu'à obtenir une homogénéité de la surface peinte.*

*Sont compris tous travaux de préparation des surfaces à peindre et l'application d'un primer.*

## **11.00 SANITAIRE - PLOMBERIE.**

### **11.01. Alimentation et évacuation**

Généralités :

Les installations du présent poste s'entendent à partir de l'arrivée d'eau et le raccordement du site.

Toutes les tuyauteries d'alimentation sont à prévoir en PVC H.P. (haute pression) ou en polypropylène (PPR).



pression d'essai sera de 10 kg /cm<sup>2</sup> pour toutes les canalisations et l'ensemble de l'installation. Les canalisations dans les bâtiments sont apparentes ou encastrées.

Les canalisations enterrées et en contact avec le béton, les mortiers dans les traversées, seront protégés contre la corrosion due au ciment et aux matières agressives par des bandes adhésives de protection couvrant parfaitement et entièrement les canalisations.

Pour les tuyaux PVC, en contact avec les bétons, afin d'assurer une bonne adhésion, les tuyaux seront préalablement enduits d'une couche de colle PVC sur laquelle on projette du sable rugueux. L'entrepreneur soumettra au Maître de l'Ouvrage tout autre moyen aussi efficace.

Les canalisations seront fixées au moyen de colliers démontables agréés par l'architecte. Les points de fixations sont en nombre suffisant pour éviter toute déformation ou flèche dans les conduites. (Espace entre colliers de max.: 2,70m).

Tous les appareils sont prévus complètement installés y compris toutes les fournitures, façons et accessoires, l'alimentation d'eau froide et la vidange raccordée aux canalisations correspondantes.

Tous les départs du compteur seront équipés de vannes à billes.

Les appareils seront de choix B et devront posséder l'étiquette indiquant ce choix ou un certificat d'origine. Ils seront présentés au Maître de l'Ouvrage et au maître d'œuvre avant achat, par l'entreprise.

#### **11.01.1 Réseau d'Alimentation en tuyaux PPR ½”**

A. Au ml, mesuré sur plan en projection horizontale et verticale, suivant diamètre

B. Tuyauterie en propylène réalisée en deux couches, la couche intérieure comprenant un mélange de polypropylène et de feuilles d'aluminium ;

L'utilisation d'éléments endommagés en cours de transport ou de manutention n'est pas admise ; le cintrage se fait selon un rayon minimum de 8 fois le diamètre ; les croisements se font par des accessoires adaptés ; la jonction entre deux éléments se fait par soudure électrique, soudure par fusion ou soudure par rapprochement ; il sera fait usage d'un matériel adapté selon la technique d'assemblage retenue ; dans le cas d'un assemblage entre éléments en PPR et éléments en métal, l'usage des techniques ci-haut citées n'est pas admis ; le filetage sur chantier des éléments n'est pas admis ; Y compris coudes, tés, colliers de fixation et toutes sujétions, entre le compteur et les différents appareils sanitaires et toute sujétion.

#### **11.01.1 Réseau d'Alimentation en tuyaux PPR ¾”**

A. Au ml, mesuré sur plan en projection horizontale et verticale, suivant diamètre

B. Tuyauterie en propylène réalisée en deux couches, la couche intérieure comprenant un mélange de polypropylène et de feuilles d'aluminium ;

L'utilisation d'éléments endommagés en cours de transport ou de manutention n'est pas admise ; le cintrage se fait selon un rayon minimum de 8 fois le diamètre ; les croisements se font par des accessoires adaptés ; la jonction entre deux éléments se fait par soudure électrique, soudure par fusion ou soudure par rapprochement ; il sera fait usage d'un matériel adapté selon la technique d'assemblage retenue ; dans le cas d'un assemblage entre éléments en PPR et

éléments

en métal, l'usage des techniques ci-haut citées n'est pas admis ; le filetage sur chantier des éléments n'est pas admis ; Y compris coudes, tés, colliers de fixation et toutes sujétions, entre le compteur et les différents appareils sanitaires et toute sujétion.

### **11.01.3 Evacuation en tuyaux PVC DE 75 PN10**

A. Au ml, mesuré sur plan en projection horizontale et verticale, suivant diamètre

B. Les tuyaux seront en PVC DE 75 PN10.

Sont à comprendre entre :

- Les appareils sanitaires et les chambres de visite ;
- Deux chambres de visite successives ;
- Chambres de visite et la jonction au puits perdu et fosse septique.

Contenu des travaux :

A l'intérieur des bâtiments :

- Les travaux d'encastrement dans les murs ;
- Les percements des murs et dalles ;
- Les placements des fourreaux en PVC pour le passage des canalisations à travers les murs ;
- Le raccordement aux réseaux ;
- Les tests et les réparations éventuelles après les tests.

Contenu des travaux :

A l'intérieur des bâtiments :

- Les travaux d'encastrement dans les murs ;
- Les percements des murs et dalles ;
- Les placements des fourreaux en PVC pour le passage des canalisations à travers les murs ;
- Le raccordement aux réseaux ;
- Les tests et les réparations éventuelles après les tests.

Les raccords se font avec des pièces spéciales en PVC de dimensions appropriées (coudes ou Tés Ø75, réducteurs Ø75 ; réducteurs Ø50/ Ø32 ; etc...).

L'assemblage se fait par emboîtement et collage avec une colle à base de chlorure de vinyle (ou colle Tangit ou similaire).

Les siphons de sol (bloc sanitaire, borne fontaine) sont également en PVC Ø 75.

La ventilation et un coupe-odeur seront à prévoir pour les E.V.

La canalisation sera testée en fermant la canalisation de la chambre de visite et en le remplissant d'eau la colonne verticale sur 5 m de hauteur. L'étanchéité de l'installation est vérifiée en présence du Maître d'œuvre.

Sont compris toutes sujétions et accessoires, coudes, tés, Y, colliers, etc...

### **11.01.4 Evacuation en tuyaux PVC DE 110 PN10**

A. Au ml,

mesuré sur plan en projection horizontale et verticale, suivant diamètre

B. Les tuyaux seront en PVC DE 110 PN10.

Sont à comprendre entre :

- Les appareils sanitaires et les chambres de visite ;
- Deux chambres de visite successives ;
- Chambres de visite et la jonction au puits perdu et fosse septique.

Contenu des travaux :

A l'intérieur des bâtiments :

- Les travaux d'encastrement dans les murs ;
- Les percements des murs et dalles ;
- Les placements des fourreaux en PVC pour le passage des canalisations à travers les murs ;
- Le raccordement aux réseaux ;
- Les tests et les réparations éventuelles après les tests.

Les raccords se font avec des pièces spéciales en PVC de dimensions appropriées (coudes ou Tés Ø110, réducteurs Ø75/ Ø50 ; réducteurs Ø50/ Ø32 ; etc...).

L'assemblage se fait par emboîtement et collage avec une colle à base de chlorure de vinyle (ou colle Tangit ou similaire).

Les siphons de sol (bloc sanitaire, borne fontaine) sont également en PVC Ø 75.

La ventilation et un coupe-odeur seront à prévoir pour les E.V.

La canalisation sera testée en fermant la canalisation de la chambre de visite et en le remplissant d'eau la colonne verticale sur 5 m de hauteur. L'étanchéité de l'installation est vérifiée en présence du Maître d'œuvre.

### **11.01.5 Accessoires hydrauliques**

Dans le cout des alimentations et évacuations, Sont compris toutes sujétions et accessoires, coudes, tés, Y, colliers, etc...

## **11.02. Appareils sanitaires**

### **11.02.1 WC a siège**

A la pièce complète fournie et posée, y compris accessoires et toutes sujétions pour l'ensemble installé.

Les siège de WC Universel en céramique à fournir devront être de bonne qualité adaptée pour la construction en étage. Il devra être résistant aux rayures très résistante et silencieux pendant la chasse d'eau. Dimensions : 64 cm (longueur) x 35 cm (largeur) 40 cm (hauteur) et de Couleur Blanche.

On aura besoin en total besoin de toilette dans 3 bureaux des Représentants et éventuellement pour le remplace

### **11.02.2 Lavabo en céramique**

A la pièce complète fournie et posée, y compris accessoires et toutes sujétions pour l'ensemble installé. Il devra solide et durable : résistant à la plupart des produits chimiques, Dimensions : 46 cm (longueur) x 33 cm (largeur) 14 cm (hauteur) et de Couleur Blanche. On prévoit d'installer des lavabos 3 bureaux des représentants et éventuellement.

### 11.02.3 Evier en Inox

A la pièce complète fournie et posée, y compris accessoires et toutes sujétions pour l'ensemble installé.

L'évier est constitué de 2 cuves permet par exemple de laver et rincer la vaisselle dans des eaux différentes). Sur le côté de la cuve se trouve une « paillasse », lisse ou rainurée, où l'on place les objets à égoutter.

On prévoit l'installations des éviers dans la cuisine du restaurant du staff et dans la petite cuisine de 1<sup>er</sup> niveau (pour l'agence UN Women) et deux éviers dans la salle du RDC réservées pour Restaurant. Pour les 2 Eviers du RDC, il est prévu en plus deux dégraisseurs de dimensions intérieures 80x1.2 x1,5 et deux petits puits perdus environs 4m de profondeurs.

## 12. Aménagement des parkings

Il est prévu deux zones de parking (parking principal pour 32 véhicules et parking 2 pour 56 véhicules. **Traces du Parking avec du peinture Couleur des NU**

Au forfait

Les traces des parkings se feront avec de la peintures bleue des NU suivant le plan qui accompagne ce DAO. Après marcation sur le sol, le fournisseur devra aussi écrire soit sur le pavement extérieur et le mur avant le véhicule la plaque du véhicule qui occupera le véhicule.

Pour les 56 parking de l'espaces des parking 2. Il n'est pas prévu de traces de parking au sol, la trace sera fait sur les murs se trouvant devant les véhicules. Les parkings se trouvant a la route principale seront réservées pour les visiteurs et on devra prévoir une indication pour orienter les visiteurs

Colonnes (Poteaux avertisseur)

a pièce posée avec toutes les suggestion de pose

les colonnes avertisseurs seront en PVC 75 de haut 1,00 dans lequel on va couler le béton avec une atige d ;armature diamètre 10. Les colonnes seront implantées dans un massif de béton a une profondeur du 40cm et devant chaque véhicule a environs 60cm par rapport au mur

## 13. Portails d'accès et barres de sécurités

Pour accéder à l'immeuble, il y a deux portails métalliques dont la première nécessite une rénovation et la seconde un remplacement par un nouvel.

- Dimensions du Portail façade avant : Largeur : 4.10 m hauteur : 2.7m
- Porte grillagée métalliques : largeur :1.15m, hauteur 2.5 m
- Dimension de la façade arrière : largeur : 6.4 en panneaux, hauteur : 2.5m
- Composition de l'ouvrant :

- a. **Pour le Portail avant** : il est prévu d'ajouter une tôle plane ép. 1.5mm sur les deux ouvrants en tubes et renforcer sa fixation aux charnières de façon qu'elles peuvent s'ouvrir sur les deux côtés.

**b. Grillage**

**porte sur la façade avant** : ajouter une tôle plane ép. 1,5mm et des tûdes de renfort un système de charnière renforcée

- c. .Portails de la façade arrière : nouvelles à fabriquer 2 battants de largeur : 3.2 m et hauteur : 2.5m chacun
- Cadrement des battants en tubes 60x40x1.5mm assemble en cadre de 80x60 cm
  - Tôles planes épaisseur 1.5mm
  - Bâti en profilées I de 10x 60x5 mm pour fixations de charnières
  - Un système de charnière solide des deux ouvrants du portail
  - Tubes de renfort 20x20x1.5mm
  - Fer plat 40x3mm pour faciliter la fermeture
  - Porte incorporée au Portail largeur 80cm et hauteur : 200cm

**Barrières de sécurités :**

les barrières de sécurité sont prévues à l'intérieur des clôtures devant les deux portails (portail de la façade avant et portails de la façade arrière. Elles seront constituées :

- De deux appuis/supports de fixation en 2 tubes 100x80x3mm parallèles. Les deux appuis/ supports sont ancrés dans deux massifs de bétons de section 60x60cm et profondeur 1,00 m de béton de part et d'autre du portail. Le premier appui/support sera muni d'axe horizontal en fer à béton lisse d'environ 32mm de section mobile dans deux roulements qui sont ancrés dans les appuis. Le 2 -ème appui sera muni d'une tige de fermeture à intercaler dans 2 tubes de l'appui.
- Une barre horizontale en Tuyaux acier galvanisée diamètre 5'' de long 7m. la barre horizontale est munie sur une extrémité d'un contre poids en Béton pour faciliter sa mobilité et la deuxième extrémité est munie d'un crochet avec une corde en nylon de section de 24mm avec une longueur d'environ 15m.

Le poids du contre poids sera évalué de façon que La barre horizontale facile à manipuler Durant l'opération d'ouvrir et de fermer

- Peinture : anti rouille deux couches et peinture de finition Couleur Bleu des NU
- Modelé Architecture : le soumissionnaire présentera des photos pour le choix de l'UNICEF

NB : les deux Portails et porte doivent être bien mastiqués et poncés dans le strict respect des règles d'art.

**14. Escalier de secours métallique**

Escalier de secours en structure métallique dans une cage de 270x220cm contiguë au balcon arrière de chaque niveau du bâtiment, suivant la hauteur des niveaux de l'immeuble.

Compositions de l'escaliers :

Semelles en bétons Armées de section minimale 100x100x30 cm (à confirmer par l'étude du plan d'exécution) dans laquelle s'immergent les colonnes métalliques

Colonnes métalliques de sections minimales 100x100x4mm : l'ensemble de l'escalier reposent sur les deux colonnes et l'autre extrémités sera ancrées solidement dans la dalle

Paillasse en tubes parallèle 100x100x4mm solidement soudés aux colonnes métalliques et à la dalle,

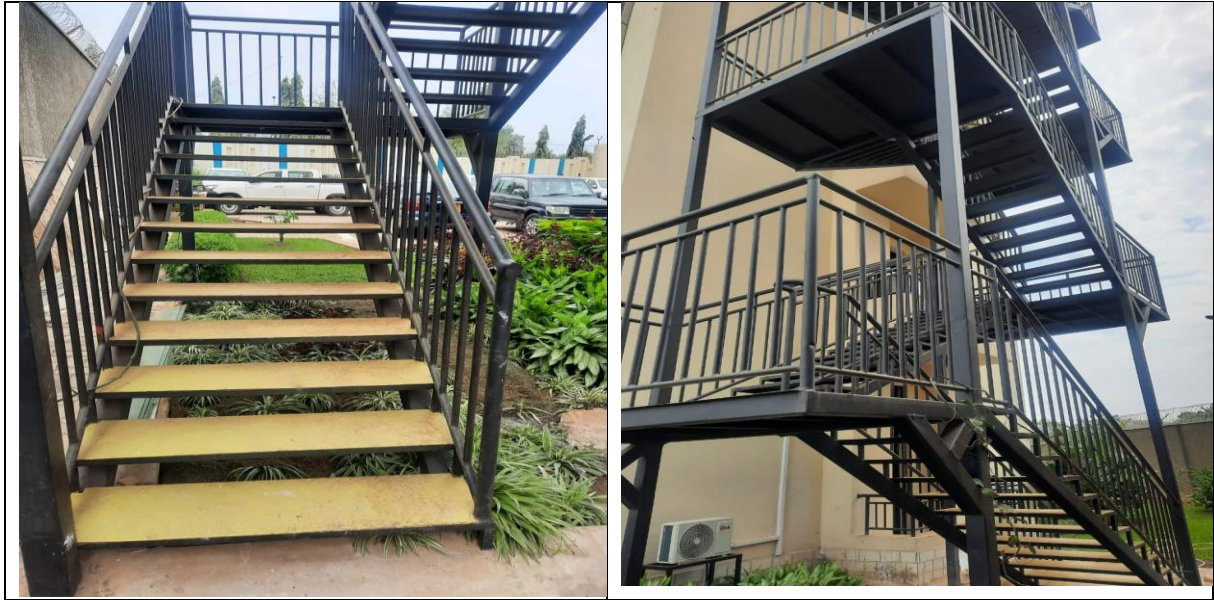
Marche : en tôles planes ép. 2mm anti dérapant soudées aux traverses métalliques en tubes métalliques 40x40x2mm qui sont à leur tour soudées à la paillasse largeur de la marche 28 cm

Palier de repos en tôles planes anti dérapant ép. 2mm solidement soudées aux traverses 60x40 x2mm espaces de 60x100cm avec les bords extérieurs en tubes 100x100x4mm qui sont solidement soudés aux colonnes

Gardes fou : les gardes fous seront exécutés en tubes circulaires Diamètre 63mm ép. 3mm avec un remplissage des tubes circulaires de 25 mm ép. 2mm bien assemblées verticalement est équidistant de 15cm

L'ensemble de l'escalier sera d'abord protégé avec deux couches de peintures antirouilles qui sera à la fin recouverte de deux couche de peinture noire de finition. Toutes les parties soudées devront être meulées, mastiquées et poncées à la satisfaction du maitre d'ouvrage.

On vous donne plus moins deux images pour inspirer aux soumissionnaires





## **Cahier des Clauses Administratives Particulières ou « Le Marché »**

### **Notes**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est désigné également sous le vocable ‘‘Marché’’ ou ‘‘Contrat’’.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) doit permettre au Maître d’Ouvrage de faire connaître les dispositions spécifiques au marché fournies en complément des dispositions du Code des Marchés Publics, en précisant les obligations contractuelles reflétant les circonstances auxquelles sont assujettis le Maître d’Ouvrage, le secteur et la nature des fournitures.

**MARCHE N° ...../...../...../2024**

**MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION DE L’IMMEUBLE ULTIMATE TOWER –  
LRPS-BRD-2024-9192648**

<b>Maître d’Ouvrage :</b>	<b>Fonds des Nations Unies pour l’Enfance (UNICEF)</b>
<b>Programme :</b>	<b>Renovation de l’Immeuble Ultimate Tower</b>
<b>Marché passé par :</b>	<b>Appel d’Offres Ouvert</b>
<b>Montant du Marché :</b>	<b>xxx hors TVA</b>
<b>Source de financement :</b>	
<b>Délai d’exécution :</b>	<b>xxxxx jours calendrier</b>
<b>Date d’approbation :</b>	<b>xx.xx.xxxx</b>
<b>Date de notification définitive :</b>	<b>xx.xx.xxxx</b>
<b>Nom de l’Entreprise :</b>	<b>Xxx</b>

**CONTRAT DE MARCHÉ DES TRAVAUX****« LE MARCHÉ »****ENTRE****D'UNE PART,**

Les fonds des Nations Unies pour l'Enfance (**UNICEF**), désigné dans ce qui suit sous le vocable « **Maître d'Ouvrage** ».

**ET****D'AUTRE PART,**

**Xxx** désigné dans ce qui suit indistinctement sous les vocables « **l'Entreprise** » et représentée aux fins du présent contrat par **xxx**.

**LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**CHAPITRE I – DISPOSITION GENERALES****Article 1. Object du Marché**

- Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux de Rénovations tels que précisés dans Spécifications techniques des travaux et les plans (cahier des clauses techniques particulières CCTP)
- Les travaux prévus dans le cadre de ce marché constituent dans un seul lot : rénovation de l'immeuble Ultimate TowerR

**Article 2. Localisation des travaux**

- Les travaux sont à exécuter à Bujumbura Immeuble Ultimate Tower située Rohero 1 Avenue Pierre Ngendandumwe.
- 

**Article 3. Documents contractuels**

- L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont l'Entrepreneur assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché.
  - La notification définitive ;
  - Le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou « Marché » ;
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
  - Le planning d'exécution des travaux ;
  - Le Bordereau des Prix Unitaires ;
  - Le Devis Quantitatif et Estimatif ;
  - La soumission et ses annexes.
- Pour toute référence faite au Dossier d'appel d'offres, seule la version fournie par le Maître d'Ouvrage et disponible dans les locaux des Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) fait foi.



➤ En cas de discordance entre les pièces contractuelles et constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

- En cas de discordance entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les moins restrictives ou les plus avantageuses pour le Maître d'Ouvrage, l'emportent.

#### **Article 4. Désignation des intervenants**

- Le terme Maître d'Ouvrage désigne Les fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- Le terme Maître d'Œuvre désigne le Bureau d'études chargé de la conception et du contrôle des travaux :

Bureau d'études : Consultant recruté par UNICEF

- Le terme Ingénieur désigne la personne physique dûment accréditée et engagée par UNICEF pour le contrôle et la surveillance des travaux. L'Ingénieur assurera au nom du Maître d'Ouvrage, les responsabilités du contrôle technique et administratif des travaux. Il sera chargé entre autres et à cet effet :
  - du visa des plans d'exécution dressés par l'Entrepreneur ;
  - du contrôle de l'exécution des travaux proprement dits, en conformité avec les plans visés ;
  - des contrôles de la qualité des matériaux et leur mise en œuvre conformément aux spécifications techniques prescrites dans le marché ;
  - de l'établissement des métrés contradictoires et des attachements, de la vérification des décomptes provisoires périodiques et de l'établissement du décompte définitif ;
  - des réunions hebdomadaires de chantier ;
  - de l'organisation des visites préalables aux réceptions provisoires et définitives des travaux.
- L'Entrepreneur ou Entreprise désigne le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité. L'Entrepreneur peut être seul ou en groupement avec d'autres Entrepreneurs, soit en groupement solidaire soit en groupement conjoint.
- Le terme Sous-traitant désigne le ou les personnes morales chargées par l'Entrepreneur de réaliser une partie des travaux.

#### **Article 5. Domiciliation de l'Entrepreneur**

- L'Entrepreneur devra, dans un délai de dix (10) jours suivant l'ordre de service de notification du marché, et pendant toute la durée des travaux, faire élection de domicile à proximité du chantier, et en indiquer l'adresse au Maître d'ouvrage ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception.

- Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si l'Entrepreneur décidait de changer de domicile (tout en demeurant à proximité des travaux), il en aviserait le Maître d’ouvrage au moins huit (8) jours à l'avance.
- A défaut de domicile, les notifications à l'Entrepreneur seront valablement faites au chantier.

#### **Article 6. Ordres de service**

- Le Maître d’Ouvrage et son représentant désigné sont seules habilités à émettre des ordres de service à l'Entrepreneur. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés. Les ordres de service sont adressés à l’Entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception ou lui sont remis directement moyennant signature d'un reçu de notification. Ils sont immédiatement exécutoires.
- Lorsque l'Entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d’Ouvrage ou son représentant désigné, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.
- L'Entrepreneur se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient fait ou non l'objet de réserve de sa part.
- Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés à l'Entrepreneur qui seul, a contractuellement, qualité de les recevoir.

#### **Article 7. Représentant et personnel clé de l’Entrepreneur**

- Dès réception de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, et pendant toute la durée de ceux-ci, l'Entrepreneur est tenu d'assurer sur les lieux des travaux et en permanence, la conduite et l'exécution des travaux.
- Il doit désigner un représentant, agréé par le Maître d’Ouvrage , et qui disposera des pouvoirs nécessaires notamment pour :
  - prendre sans retard toutes décisions utiles à la bonne exécution des travaux,
  - recevoir les ordres de service,
  - signer les attachements contradictoires.
- Le Maître d’Ouvrage se réserve la possibilité de retirer l'agrément du représentant de l'Entrepreneur et d'exiger son remplacement.
- L’Entrepreneur s’engage à maintenir pendant toute la durée des travaux l’ensemble du personnel clé proposé dans son offre. Aucun changement ne peut être effectué à l’initiative de l’Entrepreneur, sans l’accord préalable du Maître d’Ouvrage. En cas de changement non

autorisé

d'un membre du personnel clé par l'Entrepreneur, une pénalité forfaitaire est appliquée, conformément à l'article 29. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement d'un membre du personnel clé, s'il s'avère que celui-ci ne répond pas aux attentes dans le cadre de l'exécution des travaux.

#### **Article 8. Sous-traitance**

- L'Entrepreneur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché. Toutefois, il doit demander au préalable l'autorisation du Maître d'Ouvrage.
- Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser trente pour cent (30%) du montant de son marché.
- Il devra, au préalable formuler une demande adressée au Maître d'Ouvrage qui doit préciser :
  - la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
  - le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse, la qualification, les attestations d'assurances et les références des travaux du sous-traitant proposé.
- L'autorisation de sous-traiter ne diminue en rien les obligations de l'Entrepreneur titulaire du marché, lequel demeure responsable de la totalité de l'exécution dudit marché vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.
- L'Entrepreneur fait son affaire du règlement de ses sous-traitants, sous réserve d'aucune défaillance de sa part. En cas de défaillance de l'Entrepreneur, le Maître d'Ouvrage pourra se substituer à lui sans recours possible.

#### **Article 9. Hygiène et sécurité**

- L'Entrepreneur devra se conformer à la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité en vigueur dans le pays. Il prendra en tout temps et à ses propres frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection et la sécurité de toutes les personnes présentes sur le chantier et appliquera tous les règlements et instructions que le Maître d'Ouvrage pourra exiger en cette matière.
- L'Entrepreneur devra prévoir sur la zone de baraquement de chantiers une trousse premiers soins et les lieux minimaux d'aisance, tels que toilettes – latrines, douches, ...ainsi que tout aménagement prévu dans les termes de références.
- L'Entrepreneur prendra à ses frais toutes les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour assurer la circulation routière avec le moins de gêne possible.

#### **Article 10. Main-d'œuvre**

- L'Entrepreneur est soumis à la réglementation du travail et à la législation sociale qui sont applicables au Burundi au moment de l'exécution des travaux. En aucun cas, il ne pourra invoquer en sa faveur l'ignorance de ladite réglementation et législation.
- Il s'y conformera notamment dans les domaines suivants :
  - horaires et conditions de travail (embauche et licenciement) ;
  - salaires et charges sociales ;
  - règlements sanitaires, mesures de sécurité et hygiène ;
- L'Entrepreneur est soumis à la réglementation du travail et aux législations burundaises ainsi que les législations internationales ratifiées par le Burundi.
- Garantir un horaire de travail de maximum 45 heures par semaine et de maximum 8 heures par jour. Cet horaire sera affiché sur la zone de chantier ;
- Garantir le jour de repos hebdomadaire du dimanche ;
- Faire une liste de présences journalières des travailleurs/temporaires/journaliers avec nom et prénom consultable à tout moment par la mission de contrôle ou le Maître d'Ouvrage (Délégué ou non) ;
- Définir un moment et lieu précis de paie des travailleurs temporaires et journaliers permettant à la mission de contrôle ou le Maître d'Ouvrage (Délégué ou non) d'y assister. Le moment de paie sera défini et affiché sur le chantier en début des travaux et communiqué à la mission de contrôle et au Maître d'Ouvrage .
- La main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux est recrutée par l'Entrepreneur sous sa responsabilité. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ont le droit d'exiger de l'Entrepreneur le changement ou le renvoi du chantier des agents ou ouvriers de l'Entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.
- L'Entrepreneur demeure dans tous les cas responsables des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par eux dans la fourniture et l'emploi des matériaux.

## **CHAPITRE II – GARANTIES ET ASSURANCES**

<b>Article 11. Garantie de bonne exécution</b>
--

- L'Entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une garantie de bonne exécution sous forme de garantie bancaire conforme au modèle inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres.
- Le montant de la garantie de bonne exécution est égal à **dix** pour cent (10 %) du montant total du Marché modifié le cas échéant par ses avenants. La garantie sera constituée dans 20 jours suivant la notification du marché.
- Cette garantie sera transformée en garantie de bonne fin pour la durée du délai de garantie. Le solde sera transformé en garantie de bonne fin pour toute la durée du délai de garantie.
- La garantie de bonne fin sera restituée à la date de la réception définitive.

- L'absence de garantie de bonne exécution fait obstacle à l'entrée en vigueur du marché. S'il y a lieu, le refus de son augmentation ou de sa reconstitution, fait obstacle au paiement des sommes dues à l'Entrepreneur.
- En cas de prélèvement sur la garantie de bonne exécution, pour quelque motif que ce soit, l'Entrepreneur doit aussitôt la reconstituer.
- La garantie de bonne exécution reste affectée à la garantie des engagements contractés par l'Entrepreneur jusqu'à la réception provisoire des travaux.
- La garantie de bonne fin reste affectée à la garantie des engagements contractés par l'Entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

<b>Article 12. Assurances</b>
-------------------------------

- Nonobstant les obligations d'assurances imposées ci-après, l'Entrepreneur sera seul responsable et devra garantir le Maître d'Ouvrage, l'Ingénieur, et le ou les sous-traitants contre toute réclamation émanant de tiers, suite à des dégâts matériels et/ou immatériels ou à des lésions corporelles survenus ou que l'on prétend être survenus, par suite ou à cause de l'exécution du marché par l'Entrepreneur, ses sous-traitants et leurs préposés. Cette responsabilité s'étend également aux dommages pouvant résulter du transport de ses matériaux lors de la traversée du domaine public et des propriétés privées.
- Les indemnités à payer en cas d'accidents sont dues par l'Entrepreneur, sauf recours qui lui incombent contre l'auteur de l'accident. En aucun cas, le Maître d'Ouvrage, l'Ingénieur, le Bureau de contrôle et le ou les sous-traitants ne pourront être inquiétés ou tenus responsables à cet égard.
- L'Entrepreneur est tenu de souscrire au minimum les assurances suivantes :
  - a) Assurance de « Responsabilité Civile aux tiers »
  - b) Assurance « Tous Risques de Chantier »
  - c) Assurance « Accidents du Travail »
  - d) Assurance « Responsabilité Civile Automobile »
  - e) Assurance « Garantie Biennale »
  - f) Assurance "Garantie Décennale"

**a) Assurance Responsabilité Civile**

L'assurance individuelle de "responsabilité civile de chef d'entreprise" doit couvrir l'ensemble des dommages corporels et matériels, les pertes ou préjudices, susceptibles de provenir de l'exécution des travaux ou de l'accomplissement du marché et pouvant survenir à des tiers pendant l'exécution de l'ensemble des marchés ainsi que durant le délai de garantie.

La police devra spécifier que le personnel du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, l'Ingénieur, le Bureau de contrôle et le ou les sous-traitants ainsi que celui des autres entreprises se trouvant sur le chantier sont considérés comme des tiers.

b)

**Assurance Tous Risques de Chantier**

L'assurance dite "tous risques chantier" s'applique à l'ensemble des constructions, installations, approvisionnements et matériels approvisionnés sur le chantier contre tous dommages, pertes, avaries, détériorations, qu'elle qu'en soit la cause, en particulier pour cause fortuite et notamment à la suite d'incendie, tempête, ouragan, glissement ou affaissement de terrain, etc. Les limites des garanties de cette assurance sont : 100 % de la valeur du marché pour les dommages matériels et 10 % de la valeur du sinistre pour la franchise.

Cette assurance doit être contractée par l'Entrepreneur dès l'entrée en vigueur du marché. Elle doit s'étendre :

- aux ouvrages définitifs et provisoires pour leur valeur totale au fur et à mesure de leur exécution,
- aux matériaux, matériels et fournitures approvisionnés sur le chantier pour leur valeur intégrale,
- aux ouvrages à préserver pour leur valeur intégrale.

**c) Assurance Accident du Travail**

L'assurance accident du travail couvre les accidents du travail et dommages corporels susceptibles d'affecter l'ensemble du personnel de l'Entrepreneur (personnel à temps plein, temporaires, journalier, etc.). Il veillera à ce que ses sous-traitants agissent de même.

Cette assurance couvrira les accidents de travail et les trajets aller-retour lieu de travail et résidence. Les montants minimaux de couverture seront de minimum 500.000 francs pour les frais médicaux et de 1.000.000 BIF pour décès et incapacité permanente.

Il garantira le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvrage Délégué, le Maître d'Œuvre, l'Ingénieur, le Bureau de contrôle contre tous recours que son personnel ou celui de ses sous-traitants pourrait exercer contre ceux-ci.

**d) Assurance Responsabilité Civile Automobile**

L'Entrepreneur doit souscrire une assurance conforme à la loi burundaise pour tous ses véhicules ayant accès à la voie publique et veiller à ce que ses sous-traitants fassent de même.

**e) Assurance « Garantie Biennale »**

Conformément au code des assurances du Burundi, l'Entrepreneur doit souscrire une assurance visant à couvrir le remplacement des éléments mis en œuvre par l'entreprise présentant un défaut de fabrication.

Cette assurance a une durée de deux (2) années à compter de la réception provisoire des travaux.

**f) Assurance « Garantie Décennale »**

Conformément au code des assurances du Burundi, l'Entrepreneur doit souscrire une assurance visant à couvrir l'ensemble des désordres susceptibles de :

Compromettre la solidité de l'ouvrage ;  
 Affecter un de ses éléments constitutifs ;  
 Affecter un de ses éléments d'équipements faisant corps avec les ouvrages de viabilité, d'ossature, de clos et de couvert ;  
 Rendre impropre le bâtiment à sa destination.  
 Cette assurance doit couvrir certains vices cachés à la réception de l'ouvrage et qui sont susceptibles d'entraîner de gros dommages.  
 Cette assurance a une durée de dix (10) années à compter de la réception provisoire des travaux.

### **Polices d'assurances**

Dans les quinze (15) jours à compter de la date de l'ordre de service de notification du marché, l'Entrepreneur présentera au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre un exemplaire des polices d'assurances qu'il aura souscrites pour la couverture des risques décrits en a), b), c), d) ci-dessus et pour la couverture des risques relatifs au respect de ses obligations liées aux garanties décennale et biennale.

Les polices devront comporter une clause interdisant leur résiliation sans avis préalable de la compagnie d'assurances au Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur devra présenter au Maître d'Ouvrage les attestations de quittance des polices d'assurances. La non-production de ces pièces fera obstacle, sans indemnisation, à tout règlement par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre au titre du Marché.

Dans les quinze (15) jours à compter de la date de réception de la notification définitive du marché, l'Entrepreneur présentera au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre un accord de principe d'une compagnie d'assurance avec laquelle il envisage de souscrire pour la couverture des risques décrits en e) et f) ci-dessus. Dans le cadre de ces garanties, cet accord sera accompagné d'un rapport initial de contrôle technique (analyse du DAO par le bureau de contrôle technique) réalisé par un organisme agréé par l'assureur envisagé.

- L'Entrepreneur ne pourra faire obstacle à la faculté du Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre de disposer, outre son recours contre l'auteur du dommage, d'un droit d'action directe contre l'assureur.
- Les assurances devront être souscrites auprès d'une compagnie d'assurances acceptable par le Maître d'Ouvrage.

<b>Article 13. Nature du Marché</b>
-------------------------------------

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le présent marché est à prix global et forfaitaire. Il ne se compose que de postes à Quantités Forfaitaire (QF) dont les quantités sont fixées forfaitairement. L'ensemble des travaux du présent marché sont donc réglés par un prix forfaitaire appliqué à tout le marché quelles que soient les quantités réellement réalisées.</li> </ul> |
|--|

<b>Article 14. Révision et actualisation des prix</b>
---

unitaires du présent marché sont fermes et non révisables.

- Le Maître d'Ouvrage ne saurait être tenu pour responsable d'erreurs manifestes non décelées au stade de la correction de l'offre de l'Entrepreneur et incluse à la commande des travaux. Si une telle erreur est décelée lors de l'exécution, le prix y afférent doit être modifié unilatéralement.
- Une erreur manifeste est une erreur qui :
  - Soit relève d'une erreur arithmétique entre prix unitaires et prix total
  - Soit relève d'une erreur matérielle grossière (virgule mal placée, un zéro de trop,)
  - Soit relève d'une erreur matérielle entre prix en toutes lettres et prix en chiffre

#### **Article 15. Régime fiscal et douanier**

En vertu de la nature de ses activités, le Maître d'Ouvrage est en principe exonéré du paiement de la TVA. A l'exception de l'alinéa suivant. En conséquence, la TVA de 18% est versée pour tout paiement en Francs Bu (BIF) à un Entrepreneur établi et inscrit au Burundi. A l'inverse, si l'Entrepreneur est établi et inscrit hors du Burundi, aucun versement de TVA n'est prévu.

#### **Article 16. Travaux en régie**

- Il n'est pas envisagé de travaux en régie.

#### **Article 17. Acomptes sur approvisionnements**

- Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

#### **Article 18. Avance de démarrage : NA**

Au contraire, l'entrepreneur aura sa première tranche après installation et premier approvisionnement du chantier.

#### **Article 19. Décomptes provisoires mensuels**

- L'Entrepreneur remet au Maître d'Ouvrage, avant la fin de chaque mois, un projet de décompte provisoire mensuel établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du présent marché. Après acceptation ou rectification du projet de décompte provisoire, celui-ci est envoyé au Maître d'Ouvrage par le Maître d'œuvre, pour rectification et/ou approbation. Le projet de décompte provisoire mensuel devient un décompte mensuel après approbation et/ou rectification par le Maître d'Ouvrage qui le renvoie à l'entreprise pour établissement de l'acompte mensuel correspondant (voir article 22).

#### **Article 20. Acomptes mensuels**

- Des acomptes seront versés mensuellement à l'Entrepreneur sur la base des décomptes provisoires mensuels approuvés ou rectifiés par le Maître d'Ouvrage où apparaîtront



clairement

le montant des travaux réalisés dans le mois considéré, ainsi que le montant cumulé des travaux réalisés au dernier jour de ce mois. Ces montants de travaux sont calculés par référence au DQE, en appliquant aux détails du devis estimatif des pourcentages d'avancement.

En vue de procéder au paiement, les acomptes doivent être accompagnés d'une facture, le tout adressé à l'attention du Maître d'Ouvrage à l'adresse suivante :

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF),

- UNICEF Burundi
  - Ultimate Tower
  - Roher 01, Avenue Pierre Ngendandumwe
- Chaque facture sera signée et datée, et portera la mention « certifié sincère et véritable et arrêté à la somme totale de BIF/ (Montant en toutes lettres) ». Chaque facture mentionnera en outre :
- Le titre du marché
  - Le nom et l'adresse du projet
  - Les références du Fournisseur
  - Le numéro de compte auquel le virement doit être effectué.
  - Le détail des travaux concernés.

Et être accompagné du décompte mensuel validé par le Maître d'œuvre et approuvé par le Maître d'Ouvrage conformément à la procédure décrite ci-dessus.

#### **Article 21. Domiciliation bancaire**

- Aucun paiement ne peut être effectué par une autre voie que celle du virement bancaire.

#### **Article 22. Délai de paiement et intérêts moratoires**

- Le délai de paiement ne peut excéder trente (30) jours calendrier à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de la facture relative au décompte mensuel de l'Entrepreneur accepté préalablement par le Maître d'œuvre.
- En cas de retard dans les paiements exigibles conformément aux dispositions des Articles 21 et 22, l'Entrepreneur a droit à des intérêts moratoires au Taux mensuel du découvert pratiqué par la Banque de l'Entrepreneur. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle le Maître d'Ouvrage est habilité, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

#### **Article 23. Nantissement et cession de créance**

- Par la signature du présent Marché, l'Entrepreneur renonce à toute donation du Marché en nantissement ainsi qu'à toute cession de créance dans le cadre de son règlement.

#### **Article 24. Paiements directs aux sous-traitants**

- Aucun paiement direct à des sous-traitants ne sera accepté. En cas de sous-traitance

conformément à l'article 8, l'Entrepreneur reste le seul interlocuteur en matière de paiement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage pour les prestations exécutées par les sous-traitants.

## CHAPITRE IV – EXECUTION DES TRAVAUX

### Article 25. Délai d'exécution

- Le délai contractuel des travaux est de 45 jours calendriers pour l'ensemble des travaux
- Il court à partir de la date de l'ordre de service de commencer les travaux (voir article 50).

### Article 26. Retard et pénalités

- En cas de non-respect des délais fixés à l'article 28 ci-dessus, pour l'exécution des travaux l'Entrepreneur est passible de pénalités de retard, sauf cas de force majeure, dont le montant est **de 1/500ème du montant initial du marché considéré**, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, **par jour calendaire de retard**.
- Le montant des pénalités de retard est retenu prioritairement sur les sommes dues à l'Entrepreneur et vient en déduction des décomptes de travaux. En cas d'impossibilité, il est prélevé sur la garantie de bonne exécution
- Il n'est pas attribué de primes pour avance dans l'exécution des travaux.
- Le montant maximum des pénalités de retard est de cinq pour cent (5%) du montant du marché (contrat de base + avenants éventuels).
- Le présent marché prévoit également l'application des pénalités particulières suivantes :
  - Retard partiel : sur base du planning d'exécution réalisé au cours de la période de préparation des travaux, validés par le Maître d'œuvre et approuvé par le Maître d'Ouvrage, en cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, l'Entrepreneur subira une pénalité de **1/1000 du montant de la tranche considéré en retard partiel par jour calendaire de retard**. S'il est confirmé par le Maître d'œuvre que le retard n'a pas eu d'impact sur la bonne exécution global suivant les conditions du marché, le Maître d'Ouvrage peut décider de rembourser à l'Entrepreneur les pénalités appliquées.
- Le montant des pénalités particulières est retenu prioritairement sur les sommes dues à l'Entrepreneur et vient en déduction des décomptes de travaux. En cas d'impossibilité, il est prélevé sur la garantie de bonne exécution
- Le montant total des pénalités de retard et des pénalités particulières est plafonné à cinq (5%) pour cent du montant du marché de base éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

### Article 27. Plan de sécurité et d'hygiène

- L'Entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvrage, avant le commencement des travaux, un plan de sécurité et d'hygiène, précisant les dispositions qu'il compte mettre en place pour :
  - Les premiers secours aux accidentés et aux malades,
  - L'hygiène du travail (nettoyage du chantier, locaux du personnel).

**Article 28. Organisation des travaux – plans d'exécution**

**Organisation et planification des travaux**

- L'organisation de chantier devra tenir compte de toutes les contraintes dues à l'environnement de l'ouvrage. L'Entreprise devra permettre le bon fonctionnement des services existants sur le site ;
- L'Entrepreneur devra proposer au Maître d'Œuvre, au plus tard quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché, le planning d'exécution des travaux, le planning des approvisionnements ainsi qu'un schéma d'organisation détaillé des travaux, accompagné d'un projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires.
- Le calendrier détaillé d'exécution global pour l'ensemble des travaux est validé par le Maître d'Œuvre puis il est soumis à l'approbation du représentant du Maître d'Ouvrage, au plus tard avant l'expiration de la période de préparation de chantier. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service au titulaire du marché. Il sert ensuite de base au contrôle de l'avancement du chantier et peut conduire, le cas échéant, à l'application des pénalités de retard particuliers définies plus haut.

**Documents d'exécution**

- Les plans figurant dans le dossier d'appel d'offres servent de référence pour la réalisation des travaux et l'établissement des documents techniques et sont donnés à titre indicatif.
- L'Entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages tels que les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail, qu'il soumet à l'approbation du Maître d'Ouvrage.
- L'Entrepreneur devra proposer au Maître d'œuvre, au plus tard quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché :
  - Les plans d'exécution des fondations et structures du bâtiment, inclus les plans de coffrages ferraillements des structures en béton armé.
- A cet effet, l'Entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité, de résistance ainsi que les études de détail.
- Les plans, notes de calculs, études de détails et autres documents établis par les soins ou à la diligence de l'Entrepreneur sont soumis au contrôle du Maître d'Œuvre avant l'approbation par le Maître d'Ouvrage.

- L'Entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du Maître d'Œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution et qui doivent être fournis en trois exemplaires dont un reproductible.
- S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le Maître d'Ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au Maître d'Œuvre.

### **Article 29. Installation de chantier**

- Les emplacements pour les installations de chantiers devront être approuvés par l'autorité administrative compétente.
- Dans tous les cas, l'Entrepreneur a, à sa charge l'aménagement des emplacements mis à sa disposition et, en fin de travaux, leur remise en l'état.
- L'Entrepreneur installe à ses frais les panneaux de chantier, la clôture et les panneaux de sécurité et de signalisation, et les bureaux de chantier nécessaires aux différents représentants du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Il sera prévu au minimum une salle de réunion, un bureau pour le représentant de l'Ingénieur et du Maître d'œuvre.
- Chaque local sera entretenu, équipé de tables, chaises, casiers à dossiers et tableaux muraux ou en épis destinés à l'affichage des plans.
- Ces locaux seront tenus en état pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception provisoire des travaux de tous les corps d'état. Ils seront ensuite démolis, démontés ou déménagés en fin de chantier par l'Entrepreneur et à ses frais.

### **Article 30. Travaux à proximité du chantier**

- L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer de réclamation ou de demandes d'indemnités pour la gêne ou le retard que l'exécution de travaux simultanés à proximité du chantier pourrait lui causer.

### **Article 31. Signalisation du chantier**

- La signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée sous le contrôle du Maître d'Œuvre, par l'Entrepreneur, ce dernier ayant à sa charge l'ensemble de la signalisation et notamment la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.
- Avant la tombée de la nuit, les installations des chantiers et les voies circulées seront éclairées avec une intensité lumineuse suffisante pour assurer en toute sécurité la circulation.
- Tous les frais entraînés par la signalisation propre au chantier seront à la charge de l'Entrepreneur et doivent être compris dans les prix. Celui-ci restera seul et entièrement responsable de tous les accidents ou dommages causés aux tiers, au cours de l'exécution des

travaux,  
par le fait de son matériel ou d'erreurs et d'omissions concernant la signalisation.

- L'Entrepreneur installera à ses frais le panneau de chantier selon les instructions du Maître d'Œuvre pour ce qui concerne sa dimension, les inscriptions et son emplacement.

### **Article 32. Réunions de chantier**

- Les réunions bihebdomadaires entre l'Entrepreneur et le Maître d'Œuvre ou l'Ingénieur (et éventuellement le Maître d'ouvrage s'ils le souhaitent) se tiennent sur le chantier. Les réunions feront l'objet d'un procès-verbal. Ces réunions n'excluent pas la tenue de réunion sur demande du Maître d'Œuvre ou de l'Ingénieur.
- L'entreprise est tenue d'assister à ces réunions aux heures et dates qui lui seront communiquées par le Maître d'Œuvre.

### **Article 33. Journal des travaux**

- Un journal des travaux établi dans la forme admise par le Maître d'Ouvrage et fourni par l'Entrepreneur est tenu, en principe, sur chaque chantier par les soins du représentant du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre qui, jour par jour, y inscrit notamment les renseignements ci-après :
  - l'indication des conditions atmosphériques, des interruptions de travaux pour cause de conditions météorologiques défavorables, des heures de travail, du nombre et de la qualité des ouvriers occupés sur le chantier, des matériaux approvisionnés, du matériel utilisé, du matériel hors service, des essais effectués sur place, des échantillons expédiés, des événements imprévus, ainsi que des ordres purement occasionnels et de portée mineure donnés à l'Entrepreneur ;
  - les attachements détaillés de tous les éléments contrôlables sur chantier et utiles au calcul des paiements à effectuer à l'Entrepreneur, tels que travaux réalisés, quantités exécutées, approvisionnements admis en compte. Ces attachements font partie intégrante du journal des travaux, mais peuvent, le cas échéant, être consignés dans des documents séparés.
- Le Maître d'Ouvrage peut décider de ne pas tenir tout ou partie du journal des travaux ou de ne pas tenir celui-ci jour par jour. L'Entrepreneur est informé de cette décision en temps utile.
- A la demande du Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur communique tous les renseignements utiles à la tenue régulière du journal des travaux.
- Les informations fournies par les deux parties sont inscrites au journal des travaux et aux attachements, sont signées par le représentant du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre et contresignées par l'Entrepreneur ou son représentant.
- En cas de désaccord à leur sujet, l'Entrepreneur fait connaître ses observations par lettre

recommandée à la poste adressée au Maître d'Ouvrage dans les quinze (15) jours de calendrier suivant la date de l'inscription de la mention ou des attachements critiqués. Il doit faire connaître ses réclamations ou prétentions d'une manière détaillée et précise. Lorsque ces observations ne sont pas jugées fondées, l'Entrepreneur en est informé et l'état des travaux est arrêté d'office à titre provisoire. Cet état est également arrêté d'office et l'Entrepreneur est censé être d'accord avec les annotations figurant au journal ou aux attachements lorsque, dans le délai de quinze jours (15) de calendrier précité, l'Entrepreneur ne renvoie pas, accepté ou accompagné de ses observations, l'exemplaire qui lui a été adressé.

#### **Article 34. Matériaux et matériel**

- Tous les matériaux ainsi que le matériel doivent être conformes aux prescriptions du CCTP.
- L'Entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre le matériel qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les prestations décrites dans le CCTP.
- Tout matériel ou matériau non conforme, tant qu'il n'est pas approuvé par le Maître d'œuvre, pourra être rejeté par le Maître d'Ouvrage à quelque stade d'avancement que ce soit, ce même s'il se trouve déjà sur chantier ou s'il a déjà été mis en œuvre. En cas rejet du matériel ou des matériaux non conformes, l'Entrepreneur est tenu, à ses propres frais, de le changer dans les plus brefs délais ou de recommencer la partie de l'ouvrage qui aurait été exécutée sans l'approbation préalable du maître d'œuvre, avec du nouveau matériel ou de nouveaux matériaux conformes au CCTP.
- Aucun délai supplémentaire d'exécution ne sera octroyé à l'Entrepreneur si le retard est imputable à la remise de matériel ou matériaux non conformes aux prescriptions du CCTP.

#### **Article 35. Documents fournis après exécution**

- Dans les trente (30) jours calendrier après la réception provisoire des travaux, l'Entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvrage les plans de recollement et tous autres documents conformes à l'exécution, en cinq (5) exemplaires, dont un reproductible.

### **CHAPITRE V – RECEPTIONS ET GARANTIES**

#### **Article 36. Réception provisoire – réceptions partielles**

- Opérations préalables aux réceptions provisoires

L'Entrepreneur avise le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance de la date de fin des travaux. Le Maître d'Ouvrage, avec l'assistance du Maître d'œuvre, convoque alors l'Entrepreneur aux opérations préalables à la réception provisoire qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Les opérations préalables à la réception provisoire comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;

- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui, le Maître de l'ouvrage Délégué et par l'Entrepreneur ; si ce dernier refuse de le signer; il en est fait mention.

Lorsque ces opérations préalables sont assorties de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès - verbal de ces opérations.

➤ Réceptions provisoires

A la fin de ce délai, le Maître d'Ouvrage , avec l'assistance du Maître d'œuvre, convoque alors l'Entrepreneur à la réception provisoire qui devra avoir lieu dans les meilleurs délais.

La réception provisoire comporte :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui, le Maître d'Ouvrage et par l'Entrepreneur ; si ce dernier refuse de le signer ; il en est fait mention.

Lorsque la réception provisoire est assortie de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès-verbal de réception.

Ce délai ne sera pas considéré comme un délai supplémentaire qui sera ajouté au délai d'exécution initial. Sans préjudice d'autres dispositions du présent contrat, les pénalités de retards seront appliquées dès la date d'achèvement initial.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans ce délai prescrit, le Maître d'Ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

➤ Réceptions partielles - Utilisation anticipée de certains ouvrages

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de disposer de certains ouvrages ou partie d'ouvrage au fur et à mesure de leur achèvement et avant que les travaux prescrits par le marché ne soient terminés en totalité.

L'utilisation anticipée n'est autorisée que moyennant la réception partielle de la partie d'ouvrage en cause.



Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal de réception partielle sera établi par la commission d'acceptation des travaux, aux mêmes conditions que décrites précédemment.

### **Article 37. Délai de garantie et réception définitive**

#### ➤ Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois à compter de la date d'effet de la réception provisoire des travaux objet du présent marché.

L'Entrepreneur est tenu, durant le délai de garantie, à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

- remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvrage ou l'Ingénieur, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception provisoire.
- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue,
- remettre au Maître d'Ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution sur papier calque et sur support informatique.

#### ➤ Opérations préalables aux réceptions définitives

L'Entrepreneur avise le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage au moins un (1) mois à l'avance de la date de fin de la période de garantie de parfait achèvement. Le Maître d'Ouvrage, avec l'assistance du Maître d'œuvre, convoque alors l'Entrepreneur aux opérations préalables à la réception définitive qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Les opérations préalables à la réception définitive comportent la constatation éventuelle d'imperfections, de désordres ou malfaçons apparus lors de la période de parfait achèvement.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui, le Maître d'Ouvrage et par l'Entrepreneur ; si ce dernier refuse de le signer ; il en est fait mention.

Lorsque ces opérations préalables sont assorties de réserves, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès-verbal de ces opérations.

#### ➤ Réception définitive

A la fin de ce délai, le Maître d'Ouvrage, avec l'assistance du Maître d'œuvre, convoque alors l'Entrepreneur à la réception définitive qui devra avoir lieu dans les meilleurs délais.

La réception définitive est prononcée à la fin du délai de garantie par un procès-verbal notifié à l'Entreprise.



Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans ce délai prescrit, le Maître d'Ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

### **Article 38. Responsabilité décennale – Responsabilité biennale**

#### ➤ Responsabilité décennale

L'Entrepreneur est responsable de plein droit, pendant dix ans, envers le Maître de l'Ouvrage, des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans l'un de ses éléments constitutifs, le rendant impropre à sa destination.

La présomption de responsabilité s'étend également aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un ouvrage, mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature ou de couverture.

La responsabilité décennale n'a pas lieu si l'Entrepreneur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère.

La responsabilité décennale ne s'applique que s'il y a eu réception provisoire des travaux et commence à courir à partir de celle-ci.

#### ➤ Responsabilité biennale

Les éléments qui remplissent une fonction « équipement » et qui ne font pas indissociablement corps avec la construction sont soumis à une garantie de bon fonctionnement d'au moins deux (2) ans à compter de la réception provisoire des travaux.

## **CHAPITRE VI – RESILIATION - DIFFERENTS ET LITIGES**

### **Article 39. Résiliation du Marché**

- Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.
- Le marché est résilié de plein droit, sans recours aux procédures de constatation et sans indemnité dans les éventualités décrites ci-après.

- Décès - Incapacité civile

En cas de décès ou d'incapacité civile de l'Entrepreneur, sauf si le Maître d'Ouvrage accepte s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les ayants droit ou le Tuteur ou le Curateur pour la continuation des travaux.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Ces dispositions sont également étendues au cas d'impossibilité physique manifeste et durable de l'Entrepreneur.

- Faillite - Règlement judiciaire

En cas de faillite de l'Entrepreneur, sauf si le Maître d'Ouvrage accepte, s'il y a lieu, les offres qui pourront être faites par le représentant des créanciers, pour la continuation de l'entreprise.

En cas de règlement judiciaire, si l'Entrepreneur n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son industrie.

- Sous-traitance sans autorisation

Si une sous-traitance est passée sans autorisation conformément à l'article 8, le Maître d'Ouvrage pourra prononcer la résiliation pure et simple du marché ou faire exécuter les travaux sous-traités aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur, par voie de régie ou par voie d'un marché conclu dans les formes réglementaires.

- Retard important dans les travaux

En cas de retard important dûment constaté et nonobstant l'application des pénalités indiquées à l'article 29, le Maître d'Ouvrage peut imposer, aux frais de l'Entrepreneur, des équipes supplémentaires.

En cas d'atteinte du seuil des 5% prévus à l'article 29 dans l'application des pénalités indiquées, ou du seuil de 10% prévu au même article dans l'application de toutes les pénalités cumulées, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché sans mise en demeure préalable.

<b>Article 40. Intempéries – interruption des travaux</b>
---

- Le Maître d'ouvrage et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit d'interrompre le marché des travaux chaque fois qu'à leur avis une telle interruption est nécessaire pour des raisons d'intempéries (pluie, etc.) rendant l'exécution des travaux impossible. L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer de réclamation ou de demande d'indemnités pour la gêne ou le retard occasionné. Les délais contractuels tiennent compte des aléas pour intempéries et prévoient un maximum de **15** jours d'intempéries.
- Est considéré comme jour d'intempéries, une journée complète d'arrêt du chantier pour cause d'intempéries de type pluie ou équivalent. Au-delà, des **15** jours prévus dans le délai contractuels, l'entreprise peut demander à bénéficier d'un prolongement de délai d'exécution dans la mesure où les arrêts de chantiers sont pleinement justifiés par des rapports d'organismes météorologiques habilités prouvant les journées complète d'intempéries, le tout validés par le maître d'œuvre.
- En cas d'interruption des travaux, l'Entrepreneur est tenu de prendre, à sa charge, toutes les mesures conservatoires nécessaires pour le maintien de l'ouvrage existant, jusqu'à la reprise des travaux.

<b>Article 41. Cessation absolue et ajournement des travaux</b>
---

➤ Le

Maître d'Ouvrage et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit de cesser ou d'ajourner le marché des travaux chaque fois qu'à leur avis une telle interruption est nécessaire pour la protection de la vie de l'ouvrage ou pour la protection des propriétés avoisinantes.

- Lorsque le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage ordonnent la cessation absolue des travaux, le marché est immédiatement résilié.
- Lorsqu'ils prescrivent leur ajournement pour plus de trois (3) mois soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'Entrepreneur a droit à la résiliation de son marché s'il la demande par écrit, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée s'il y a lieu.
- Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'Entrepreneur peut demander qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés et en état d'être reçus, puis à leur réception définitive, après expiration du délai de garantie.
- Lorsque, après un commencement d'exécution, les travaux sont ajournés pour moins de 90 jours calendaires, l'Entrepreneur n'a pas le droit à la résiliation mais il peut, dans le cas où il aurait subi un préjudice certain et dûment constaté et du fait de cet ajournement, prétendre à une indemnisation dans la limite de ce préjudice.
- Dès réception de la notification de résiliation ou d'ajournement, l'Entrepreneur doit :
  - arrêter ou suspendre les travaux à la date indiquée par la notification ;
  - résilier ou suspendre tout contrat, tout sous-traité, toute commande de matériels et de matériaux à la seule exception de ce qui est nécessaire pour poursuivre les travaux jusqu'à la date de résiliation ou d'ajournement;
  - prendre toutes mesures conservatoires nécessaires.

<b>Article 42. Mesures coercitives – mise en régie</b>
--

➤ Mesures coercitives

Lorsque l'Entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de service qui lui ont été donnés, le Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé qui lui est notifié par ordre de service.

Ce délai, sauf les cas d'urgence, n'est pas de moins de dix (10) jours, à dater de la notification de l'ordre de service de mise en demeure.

Passé ce délai, si l'Entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le Maître d'Ouvrage pourra, aux torts de l'Entrepreneur :

- prononcer la résiliation pure et simple du marché ou d'une partie du marché;
  - ordonner la passation d'un nouveau marché;
  - prescrire l'établissement d'une régie aux frais de l'Entrepreneur. Cette régie peut n'être que partielle.
- Mise en régie

Lorsqu'il y a établissement d'une régie, il est alors procédé immédiatement, en présence de l'Entrepreneur dûment convoqué, à la constatation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel de l'Entrepreneur et la remise de la partie de ce matériel qui n'est pas utilisée par le Maître d'Ouvrage pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas de la régie et pendant sa durée, l'Entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse entraver l'exécution des ordres du Maître d'Ouvrage ou de l'ingénieur.

<b>Article 43. Force majeure – risques exceptionnels</b>
--

➤ Force majeure

Un événement n'est constitutif de la force majeure que s'il est imprévisible, irrésistible, indépendant de la volonté de l'Entrepreneur, si l'on ne peut ni le prévoir, ni l'empêcher et s'il met l'Entrepreneur dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

Aucune des parties n'aura failli à ses obligations contractuelles dans la mesure où leur exécution aura été retardée ou empêchée par un cas de force majeure.

Si l'existence de la force majeure est reconnue par le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera autorisé à demander une juste indemnité accompagnée de toutes les justifications correspondantes.

Tout litige sur l'existence de la force majeure sera réglé conformément aux dispositions des articles 47 à 49 ci-dessous.

Dans l'éventualité où l'Entrepreneur invoque la clause de force majeure, l'Entrepreneur devra aviser par écrit le Maître d'Ouvrage dans les cinq (5) jours suivant l'événement ayant provoqué sa demande, faute de quoi sa demande ne sera pas recevable.

Il ne sera alloué aucune indemnité à l'Entrepreneur en cas de dégâts, perte totale ou partielle de son matériel et de ses installations résultant de la force majeure.

➤ Risques exceptionnels

L'Entrepreneur ne peut être tenu pour responsable, ni encourir des pénalités ou des indemnités pour les conséquences de blessures, décès, destruction ou dommages causés aux ouvrages provisoires ou aux propriétés du Maître d'Ouvrage ou de tiers, résultant directement ou indirectement du fait de guerre déclarée ou non, d'hostilité, d'invasion, d'actions de l'ennemi, de rébellion, d'insurrection, d'usurpation de pouvoir militaire ou civil, de guerre civile, de soulèvements ou désordres, à l'exclusion des événements provoqués par le personnel de l'Entrepreneur.

Ces risques sont désignés globalement ci-après par l'expression « risques exceptionnels ».

#### **Article 44. Différends et litiges**

- Si un différend survient entre le Maître d'Œuvre et l'Entrepreneur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, l'Entrepreneur remet au Maître d'Ouvrage, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations.
- Si un différend survient entre le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur, sous la forme de réserves faites à ordre de service, à la rectification d'un projet de décompte mensuel provisoire, ou sous toute autre forme, l'Entrepreneur remet au Maître d'ouvrage, un mémoire exposant les motifs et, le cas échéant, indiquant les montants de ses réclamations.
- En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à partir de la date de réception, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage, de la lettre ou du mémoire de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur dispose de quinze (15) jours pour soumettre à l'autorité hiérarchique supérieure du Maître de l'ouvrage, le différend relatif à sa réclamation ou la réponse qui y est faite par le Maître d'Œuvre.

#### **Article 47. Procédure contentieuse**

- Si, dans le délai de quinze (15) jours à partir de la date de présentation du différend qui lui est faite, aucune décision n'a été notifiée à l'Entrepreneur et au Maître d'œuvre, ou si une des parties n'accepte pas la décision notifiée par le responsable hiérarchique ci-haut cité, le différend sera tranché conformément à la procédure en vigueur (voir article 140 et 141 du Code des marchés publics).
- Si, dans le délai de trente (30) jours à partir de la notification à l'Entrepreneur de la décision prise par l'Autorité hiérarchique du Maître d'ouvrage conformément au second paragraphe de l'article 47 sur le différend qui oppose les parties, l'Entrepreneur n'a pas initié la procédure prévue au premier paragraphe du présent Article, il est considéré comme ayant définitivement accepté ladite décision et toute procédure arbitrale ou devant une quelconque instance sera alors irrecevable.
- Si au cours des travaux, un différend survient entre l'Entrepreneur et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage et qu'aucune solution à l'amiable n'est trouvée, le différend est soumis aux tribunaux compétents du Burundi qui trancheront suivant les règles en vigueur.

#### **Article 48. Droit applicable**

- En l'absence de toute solution à l'amiable après épuisement des procédures auprès des instances de règlement de différend, celui-ci est soumis aux juridictions compétentes qui trancheront suivant les règles en vigueur au Burundi.

### **CHAPITRE VII – ENTREE EN VIGUEUR**

#### **Article 49. Validité et entrée en vigueur du marché**

- La validité du présent marché est subordonnée à sa notification définitive, préalable et formelle, elle-même subordonnée à l'approbation des autorités compétentes, dans le respect

du Code des marchés publics du Burundi, et compris dans son article 4 concernant les marchés sur financement extérieur. L'absence de notification définitive formelle à l'attention de l'Entrepreneur invalide le présent marché, considéré nul et non avenu, et ce même si le contrat a été signé par toutes les parties.

- Après notification définitive, l'entrée en vigueur du présent Marché est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :
  - i) mise en place des garanties à produire par l'Entrepreneur ;
  - ii) mise à la disposition du site par le Maître d'Ouvrage à l'Entrepreneur.
- Un ordre de service sera établi dès que les conditions mentionnées ci-dessus seront remplies. La date d'entrée en vigueur du Marché est celle de la signature de cet ordre de service.
- Si l'entrée en vigueur du Marché n'est pas survenue dans les trois (3) mois suivant la date de la notification définitive du marché, chaque partie est libre de résilier le Marché pour défaut d'entrée en vigueur, pour autant que les causes ne relèvent pas de sa responsabilité directe.

#### **Article 50. Approbation du marché**

- Le présent marché est relatif aux travaux de rénovation de l'immeuble Ultimate Tower devant abriter les nouveaux bureaux de l'UNICEF. Il est approuvé après signature par l'Autorité Compétente, à savoir, outre la signature du Maître d'Ouvrage et celle de l'Entrepreneur :

Celle du représentant de l'UNICEF au BURUNDI ou son Délégué doit être apposée.

- L'absence d'une des signatures requises invalide le présent marché.

#### **Article 51. Fraude et corruption**

- La législation burundaise exige des agents publics (le Maître d'Ouvrage), ainsi que des soumissionnaires, prestataires de services, fournisseurs, et Entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés.
- En vertu de ce principe, sont définis aux fins de cette présente clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :
  - (i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché, et
  - (ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable à l'Emprunteur. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant

pas à ceux  
qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver l'Emprunteur des avantages de cette dernière.

- De plus, l'attention des soumissionnaires est attirée sur les dispositions du Code des Marchés Publics du Burundi, notamment en son Livre 5, Titre 3 traitant des Règles d'Ethique et Sanctions en matière de Marchés Publics.
- L'Entrepreneur déclare :
  - (i) que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à perception de Frais commerciaux extraordinaires et que dans l'éventualité où des Frais commerciaux extraordinaires auraient été payés, il s'engage à reverser un montant équivalent au Maître d'ouvrage, et
  - (ii) qu'il n'a pas proposé, et ne proposera pas directement ou indirectement des avantages quelconques (offres, promesses de dons, dons ...) constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens des Règles d'Ethique et Sanctions en matière de marchés publics du Code des marchés publics du Burundi.

**Pour L'Entrepreneur, lu et approuvé par :**

**Le xxxx de la société xxxx**

**Nom + prénom**

**Fait à xxxx le xxxx**

**Pour le Maître d'Ouvrage :**

**Supply and Logistics Specialist**

.....

## **Section VI. Modèles de formulaires de Garantie**

### **Liste des formulaires**

- Modèle de garantie de bonne exécution
- Modèle de garantie de restitution d'avance